



Assemblée générale

Distr. générale
4 avril 2023
Français
Original : anglais

Soixante-dix-huitième session

Points 139 et 140 de la liste préliminaire*

Projet de budget-programme pour 2024

Planification des programmes

Projet de budget-programme pour 2024

Titre VII Communication globale

Chapitre 28 Communication globale

Programme 24 Communication globale

Table des matières

	<i>Page</i>
Avant-propos	3
A. Projet de plan-programme pour 2024 et exécution du programme en 2022**	4
Orientations générales	4
Programme de travail	8
Sous-programme 1. Services relatifs aux campagnes et aux opérations dans les pays	8
Sous-programme 2. Services d'information	13
Sous-programme 3. Services de diffusion et de partage du savoir	16

* [A/78/50](#).

** Comme demandé au paragraphe 10 de la résolution [77/267](#), la partie consacrée au plan-programme et à l'exécution du programme (partie II) est soumise à l'Assemblée générale par l'intermédiaire du Comité du programme et de la coordination.



B.	Postes et autres objets de dépense proposés pour 2024***	22
	Vue d'ensemble	22
	Direction exécutive et administration	30
	Programme de travail	33
	Sous-programme 1. Services relatifs aux campagnes et aux opérations dans les pays	33
	Sous-programme 2. Services d'information	34
	Sous-programme 3. Services de diffusion et de partage du savoir	35
	Appui au programme	37
	Annexes	
	I. Organigramme et répartition des postes pour 2024	39
	II. État récapitulatif de la suite donnée aux recommandations formulées par les organes consultatifs et les organes de contrôle	40
	III. Récapitulatif, par composante et sous-programme, des changements qu'il est proposé d'apporter aux postes	43

*** Comme demandé au paragraphe 10 de la résolution [77/267](#), la partie consacrée aux postes et aux objets de dépense autres que les postes (partie III) est soumise à l'Assemblée générale par l'intermédiaire du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.

Avant-propos

En 2024, le Département de la communication globale continuera d'appliquer la stratégie de communication globale de l'ONU afin d'informer les populations du monde entier, dans les langues qu'elles comprennent et sur les plateformes qu'elles utilisent, de l'action menée par l'Organisation pour bâtir un monde meilleur. Cette stratégie vise à sensibiliser les individus pour les amener à se sentir concernés par les objectifs et travaux de l'Organisation et à agir en faveur de ceux-ci.

Suivant cette stratégie, le Département entend adopter une approche fondée sur les données et axée sur le public, qui soit également systématique et coordonnée. Ses communications devraient ainsi être plus efficaces et durables, en particulier lorsque l'Organisation fait face à l'une des nombreuses crises inscrites à son ordre du jour.

Que ce soit dans le cadre de la crise climatique ou du relèvement après la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), ou encore des partenariats avec les États Membres ou autres entités aux fins de la réalisation des objectifs de développement durable, et dans un contexte marqué par l'abondance des communications, souvent entachées de mésinformation, de désinformation et de discours haineux, le Département cherche à asseoir l'Organisation comme une source de contenus fiables, factuels, intéressants et accessibles, au moyen de récits axés sur les personnes, mais aussi sur les solutions. Dans ses communications, le Département montrera que, grâce à l'action qu'elle mène dans ses différents piliers, l'Organisation des Nations Unies se situe au cœur du multilatéralisme en action visant à permettre l'avènement d'un monde où chacune et chacun puisse s'épanouir dans la paix, la dignité et l'égalité sur une planète saine.

La Secrétaire générale adjointe à la communication globale
(Signé) Melissa **Fleming**

A. **Projet de plan-programme pour 2024 et exécution du programme en 2022**

Orientations générales

Mandats et considérations générales

- 28.1 Le Département de la communication globale est chargé de faire connaître au monde entier les idéaux et les activités de l'Organisation des Nations Unies, de dialoguer et de coopérer avec des publics divers, et de mobiliser un appui en faveur des buts et principes consacrés par la Charte des Nations Unies. Son mandat découle des priorités arrêtées dans les résolutions et décisions de l'Assemblée générale, notamment la résolution [13 \(I\)](#), la résolution [76/268](#) sur le multilinguisme, les résolutions [77/128](#) A et B sur les questions relatives à l'information et la résolution [77/262](#) sur les questions relatives au projet de budget-programme pour 2023. Le monde est en proie à des problèmes graves, complexes et en constante évolution. Par son action de communication, le Département fera connaître les activités de l'ONU à toutes sortes de publics, dans de nombreuses langues et au moyen de multiples plateformes, et favorisera une mobilisation concertée en faveur de toutes les priorités de l'Organisation.

Stratégie et facteurs externes pour 2024

- 28.2 Le plan-programme d'ensemble pour 2024 tient compte de la stratégie que le Département a lancée pour renforcer l'appui en faveur des travaux et des objectifs de l'ONU en échangeant avec des publics divers et en les encourageant à agir, au moyen de récits percutants et d'une approche mettant l'accent sur les solutions. Pour accomplir la mission dont il est investi, le Département fonde son action sur les principes de base ci-après : une planification stratégique reposant sur la définition des objectifs de communication et des publics cibles ; le maintien d'étroites relations de travail avec les départements et bureaux organiques du Secrétariat et les entités des Nations Unies, ainsi qu'avec d'autres partenaires essentiels ; l'accès à un public plus large grâce au multilinguisme et au respect de la parité des six langues officielles de l'Organisation lors de la création de supports d'information et de communication, notamment de contenus sur les sites Web de l'Organisation et sur les comptes de médias sociaux, s'il y a lieu ; le recours ciblé aux technologies les plus récentes, tant dans les médias traditionnels que dans les médias sociaux et numériques, le but étant d'assurer une diffusion directe et instantanée de l'information dans le monde entier ; l'utilisation d'outils et de processus d'évaluation rigoureux permettant de mesurer l'impact des campagnes afin de tirer les enseignements voulus et de réorienter en conséquence les activités du Département.
- 28.3 Dans le cadre de ses sous-programmes, le Département mène des campagnes de communication stratégique destinées à mobiliser et à inspirer le public auquel il s'adresse. Il s'emploie, par l'intermédiaire d'un réseau mondial de centres d'information des Nations Unies intégrés aux bureaux des coordonnateurs et coordonnatrices résidents des Nations Unies, à atteindre les populations locales et à offrir du contenu pour les plateformes mondiales. Il crée des produits d'information et de communication fiables, objectifs, équilibrés et multilingues qui véhiculent des informations faisant autorité et des récits mettant l'accent sur les solutions. Il mène des activités de sensibilisation sur des questions prioritaires avec l'aide d'un large éventail de partenaires, notamment les États Membres, la société civile, les établissements universitaires, les médias et, en particulier, les jeunes, afin d'accroître les effets des programmes. Le Département contribue à marquer les journées et autres célébrations internationales instituées par l'Assemblée générale, en faisant connaître et en promouvant ces manifestations, en coopération avec les institutions spécialisées chargées de les organiser, selon qu'il convient.
- 28.4 Le Département fournit également des informations et des services aux représentants et aux fonctionnaires par l'intermédiaire de la Bibliothèque Dag Hammarskjöld et favorise la diffusion de connaissances et la communication interne au moyen d'iSeek, l'intranet de l'Organisation.

- 28.5 Le Département continue à accorder, dans ses travaux, une place centrale à l'exactitude, à l'actualité et à la fiabilité des informations qu'il transmet. À une époque où la mésinformation et la haine sont propagées pour favoriser l'intolérance et la discrimination et nuire au discours civil, l'Organisation s'efforce de faire de ses communications, y compris de ses communications de crise, une source d'informations factuelles fiables qui permettent de faire progresser ses travaux et de promouvoir ses buts et ses principes.
- 28.6 En ce qui concerne la coopération avec d'autres entités aux niveaux mondial, régional, national et local, le Département collaborera avec de multiples partenaires, notamment la société civile, les États Membres, les organisations non gouvernementales, les établissements universitaires, les médias et le secteur privé. Il appliquera son approche stratégique et rationnelle des partenariats, afin de se donner les moyens de transmettre son message de manière plus ciblée et de diverses manières à un public encore plus large, en particulier aux jeunes.
- 28.7 Le Département dirigera et coordonnera les communications de crise, en collaborant étroitement avec les membres du personnel chargés de la communication dans l'ensemble du système des Nations Unies pour détecter les crises et les nouveaux risques de réputation, renforcera les actions menées par les Nations Unies en réponse à ces situations par l'adoption de stratégies communes et la diffusion de messages cohérents, et atténuera les risques en élaborant des directives de politique générale et en mettant en place des formations aux communications de crise.
- 28.8 En ce qui concerne la coordination et la liaison interorganisations, en tant que secrétariat du Groupe de la communication des Nations Unies et de ses équipes spéciales thématiques, le Département continuera de renforcer la coordination des activités de communication dans l'ensemble du système des Nations Unies, notamment par l'intermédiaire des groupes des Nations Unies chargés de la communication aux niveaux national et régional, afin d'harmoniser les messages portant sur telle ou telle question et d'en renforcer ainsi l'impact. Il renforcera également la coordination en intégrant les centres d'information des Nations Unies aux bureaux des coordonnateurs et coordonnatrices résidents, dans le cadre de la réforme du système des Nations Unies pour le développement. Les membres du personnel du Département œuvrant sur le terrain remplissent les fonctions d'agents de communication et de conseillers auprès des coordonnateurs résidents et travaillent sous la supervision directe de ces derniers. Dans le cadre du processus d'intégration, le Service des centres d'information continuera de collaborer avec le Bureau de la coordination des activités de développement pour fournir un appui en matière de communication stratégique aux coordonnateurs résidents dans les pays qui n'ont pas de centre d'information, afin d'étendre la portée des activités du Département.
- 28.9 En ce qui concerne les facteurs externes, les hypothèses ci-après ont été retenues lors de l'établissement du plan d'ensemble pour 2024 :
- a) toutes les parties prenantes et tous les partenaires s'acquittent des responsabilités et obligations que leur imposent les accords de prestation de services et les partenariats ;
 - b) l'accès des publics cibles aux programmes, produits et services n'est pas limité par des problèmes techniques ou des problèmes de sécurité ni par l'état des infrastructures.
- 28.10 Le Département prend en compte les questions de genre dans ses activités opérationnelles, ses produits et ses résultats, selon qu'il convient. Grâce à ses orientations stratégiques en matière de communication, ces questions sont systématiquement intégrées de façon concrète aux activités du Département. Par exemple, celui-ci s'attachera à assurer une présence équilibrée des femmes et des hommes dans l'ensemble de ses produits, campagnes, manifestations et activités, et à dresser un portrait multidimensionnel de chacune des personnes qu'il met en lumière. Il offrira des perspectives différentes, notamment en faisant de la représentation et de la participation des femmes un thème prioritaire de ses communications, afin que l'ensemble de ses produits médiatiques, campagnes et efforts de sensibilisation favorisent l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes.

- 28.11 Conformément à la Stratégie des Nations Unies pour l'inclusion du handicap, le Département mettra à profit son réseau de personnes référentes pour mettre au point une approche commune et coordonnée de la mise en œuvre des mandats pertinents de l'Assemblée générale et rendre les services et les activités de l'Organisation accessibles aux personnes handicapées. Les personnes référentes continueront de concourir à l'exécution de la Stratégie dans le domaine des communications, notamment en fixant des normes d'accessibilité pour les sites Web de l'ONU.

Conséquences de la pandémie de COVID-19 et enseignements tirés

- 28.12 La poursuite de la pandémie de COVID-19 en 2022 a eu des conséquences sur l'exécution des mandats, en particulier en raison des restrictions de voyage liées à la COVID-19, qui ont limité la capacité à produire des contenus vidéo dans certains sites. Le Département a également organisé quelques événements virtuels, notamment le Programme de stages de journalisme Reham Al-Farra, l'Espace médias Objectifs de développement durable et la Journée internationale de réflexion sur le génocide des Tutsis au Rwanda en 1994. En outre, des activités de renforcement des capacités ont été menées virtuellement, notamment la formation à la communication sur l'exploitation et les atteintes sexuelles organisée tous les deux ans par le Département à l'intention des fonctionnaires des Nations Unies de l'ensemble du système. Bien que les restrictions liées à la pandémie aient limité certaines activités, un certain nombre de manifestations qui avaient été reportées pendant la première période de la pandémie ont été reprogrammées en 2022. Du fait de la reprise des manifestations en présentiel et de la tenue de manifestations précédemment reportées, ainsi que de l'organisation de manifestations hybrides et à distance, le volume de services et d'activités fournis par le Département a été plus élevé que d'habitude.
- 28.13 En outre, pour aider les États Membres à faire face à la pandémie, le Département s'est fondé sur ses objectifs d'ensemble et a fourni les dernières mises à jour sur la pandémie et son impact persistant, mettant en évidence les progrès du redressement des communautés et des pays après cette crise qui a paralysé le monde ces dernières années. Le Département a continué de promouvoir la campagne « Verified » visant à lutter contre la désinformation liée à la pandémie. Des reportages fondés sur des faits et des contenus multimédias attrayants ont offert au public des informations fiables contrant la désinformation et la désinformation encore répandues en 2022. Les services d'information et multimédias se sont attachés à rendre compte de la façon dont le monde sortait de la pandémie. Parmi les domaines couverts ont figuré les témoignages de personnes directement confrontées à des problèmes de santé, les combats menés dans différents pays contre les inégalités en matière de disponibilité et de distribution des vaccins et les mesures prises pour reconstruire les économies et remédier aux goulets d'étranglement dans la chaîne d'approvisionnement.
- 28.14 Le Département continue de tirer parti de manière systématique des enseignements et des meilleures pratiques concernant les aménagements apportés au programme en raison de la pandémie, y compris en mettant l'accent sur les manifestations virtuelles et les médias en ligne. Bien qu'il ait toujours organisé des manifestations hybrides et utilisé des médias sociaux et d'autres services multimédias en ligne avant la pandémie, le Département continue de s'employer à rechercher de nouveaux partenariats et à mettre au point de nouvelles méthodes promotionnelles pour toucher un public international beaucoup plus vaste que ce que ses installations sur place ne peuvent accueillir, quelle que soit l'activité (y compris les visites guidées).

Textes des organes délibérants définissant les mandats

- 28.15 On trouvera ci-après la liste des mandats définis pour le programme.

Résolutions de l'Assemblée générale

13 (I)	Organisation du Secrétariat	76/142	Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et application intégrale de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing et des textes issus de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale
168 (II)	Journée des Nations Unies		
423 (V)	Journée des droits de l'homme		
32/40 B	Question de Palestine		
35/201	Programme de stages de journalisme Reham Al-Farra	76/268	Multilinguisme
36/67	Année internationale de la paix et Journée internationale de la paix	77/24	Programme d'information spécial sur la question de Palestine du Département de la communication globale du Secrétariat
54/134	Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes	77/87	Programme d'information des Nations Unies sur le désarmement
57/7	Examen et évaluation finals du nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90 et appui au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique	77/128 A	Questions relatives à l'information : l'information au service de l'humanité
		77/128 B	Questions relatives à l'information : politiques et activités de l'Organisation des Nations Unies en matière de communication globale
57/129	Journée internationale des Casques bleus des Nations Unies		
60/7	Mémoire de l'Holocauste	77/148	Diffusion d'informations sur la décolonisation
60/225	Aide aux survivants du génocide de 1994 au Rwanda, en particulier aux orphelins, aux veuves et aux victimes de violences sexuelles	77/177	Suivi de la cinquième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés
62/122	Mémorial permanent en souvenir des victimes de l'esclavage et de la traite transatlantique des esclaves	77/205	Appel mondial à une action concrète pour l'élimination du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée et pour l'application intégrale et le suivi de la Déclaration et du Programme
64/13	Journée internationale Nelson Mandela		
76/68	Suite donnée à la Déclaration et au Programme d'action en faveur d'une culture de paix	77/246	Suivi de la deuxième Conférence des Nations Unies sur les pays en développement sans littoral
		77/262	Questions relatives au projet de budget-programme pour 2023

Produits

28.16 On trouvera dans le tableau 28.1 les produits de portée générale retenus pour le programme.

Tableau 28.1

Produits de portée générale retenus pour la période 2022-2024, par catégorie et sous-catégorie

<i>Catégorie et sous-catégorie</i>	<i>Produits prévus : 2022</i>	<i>Produits livrés : 2022</i>	<i>Produits prévus : 2023</i>	<i>Produits prévus : 2024</i>
A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts				
Services fonctionnels pour les réunions (nombre de réunions de trois heures)	3	3	3	3
Réunions ou séances :				
1. Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires	1	1	1	1
2. Comité du programme et de la coordination	1	1	1	1
3. Cinquième Commission	1	1	1	1

Activités d'évaluation

- 28.17 Les évaluations qui ont été menées à bien en 2022 et dont la liste est donnée ci-après ont orienté l'établissement du projet de plan-programme pour 2024 :
- Évaluation menée par le Bureau des services de contrôle interne sur la suite donnée à l'examen triennal du Département (E/AC.51/2022/10) ;
 - Résultats préliminaires de l'examen de la stratégie de communication globale et du multilinguisme du Département, qui devraient être prêts au deuxième trimestre de 2023.
- 28.18 Dans son examen triennal, le Bureau des services de contrôle interne a notamment recommandé au Département de mener dans la durée une réflexion stratégique prospective de haut niveau et d'établir des priorités. Le plan et les priorités pour 2024 reflètent une approche dynamique et réactive de la gestion d'un paysage médiatique et de communications en évolution rapide, afin de garantir la production de contenus pertinents et attrayants et ayant une plus vaste portée. Le Département s'appuiera sur les partenariats et les réseaux existants et saisira les nouvelles possibilités afin de susciter de nouvelles idées, de toucher de nouveaux publics et de renforcer les messages diffusés par ces canaux. Par exemple, en réponse aux informations sur la popularité des influenceurs, y compris leur capacité à toucher un très grand nombre de personnes et à les encourager à devenir des agents du changement, le Département a inscrit le renforcement des activités de sensibilisation des influenceurs dans son résultat escompté 3, au titre du sous-programme 3.
- 28.19 L'initiative Impact universitaire devrait faire l'objet d'une évaluation en 2024.

Programme de travail

Sous-programme 1

Services relatifs aux campagnes et aux opérations dans les pays

Objectif

- 28.20 L'objectif auquel le sous-programme contribue consiste à mobiliser le public et à renforcer l'engagement en faveur de l'action, des principes et des buts de l'Organisation des Nations Unies.

Stratégie

- 28.21 Pour contribuer à la réalisation de l'objectif, dans le cadre du sous-programme, le Département fera ce qui suit :
- mener des campagnes de communication sur les priorités de l'ONU, en particulier le développement durable, les changements climatiques, la paix et la sécurité et les droits humains, dans le cadre de la stratégie de communication globale de l'Organisation et au moyen de divers outils de communication, notamment des messages ciblés, des contenus axés sur des questions précises et des récits inspirants ;
 - promouvoir les priorités de l'ONU en matière de communication stratégique par l'intermédiaire des centres d'information des Nations Unies en élaborant des contenus multimédias à l'appui de messages et de campagnes de communication ciblés et localisés ;
 - prodiguer des conseils en matière de communication stratégique et de communication de crise aux bureaux des coordonnateurs et coordonnatrices résidents et aux équipes de pays des Nations Unies dans leurs régions respectives ;
 - élaborer des orientations stratégiques sur la lutte contre la désinformation et la désinformation, et produire et promouvoir des contenus visant à contrer les discours fallacieux et renforcer la confiance du public à l'échelle mondiale.

28.22 Le travail qui sera ainsi effectué devrait avoir les résultats suivants :

- a) une meilleure connaissance et une participation accrue des populations cibles dans le monde entier et de nouvelles initiatives à l'appui des priorités de l'ONU ;
- b) des campagnes de communication de portée mondiale, disponibles dans les langues et sur les plateformes utilisées par les publics cibles, de façon à produire plus d'effets.

Exécution du programme en 2022

Mise à disposition en temps utile de données actualisées sur les mesures prises par l'Organisation des Nations Unies pour faire face aux conflits armés et aux crises

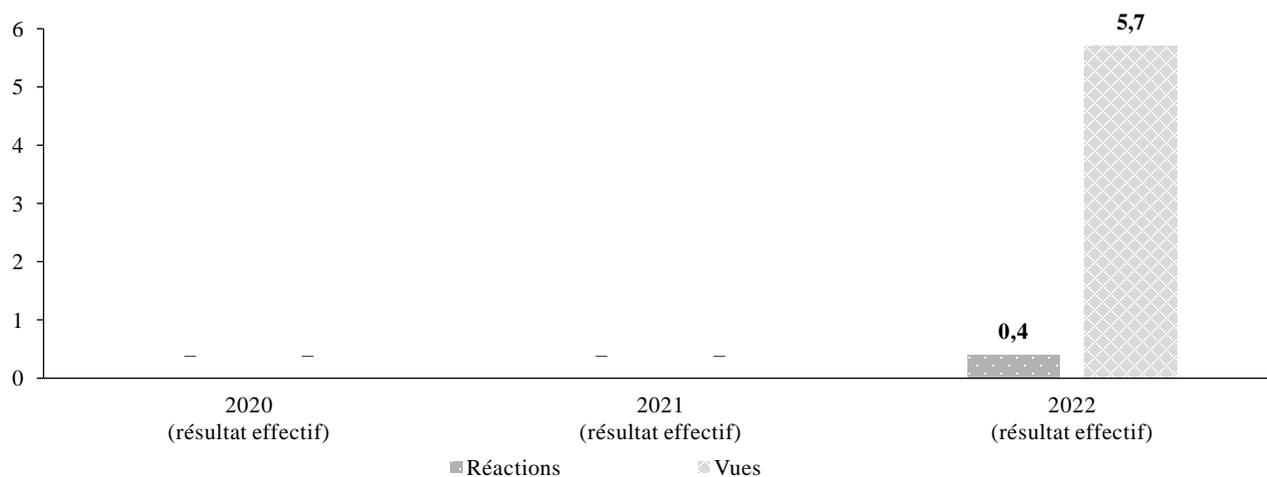
28.23 La prévalence des crises et des conflits armés en 2022 a renforcé l'intérêt du public mondial pour les mesures prises par l'Organisation pour y faire face. Le Département a donc tiré parti de sa forte présence sur les médias sociaux (les comptes institutionnels de l'ONU, disponibles en neuf langues, totalisent à eux seuls 64,5 millions d'abonnés) pour informer le public en temps réel sur l'action que mène l'Organisation face aux conflits armés, y compris sur les manifestations tenues au Siège et les actions menées sur le terrain. Parmi tous les sujets évoqués sur les médias sociaux en 2022, ceux relatifs au rôle du multilatéralisme dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales ont figuré parmi les plus performants, les utilisateurs réagissant aux appels à la paix et à la protection des civils. On peut citer, par exemple, l'adoption par l'Assemblée générale de la résolution [ES-11/6](#) lors de sa onzième session extraordinaire d'urgence, dont les nombreuses réactions qu'elle a suscitées et les images qui ont été diffusées à ce sujet, mettant l'accent sur le fait que les civils n'étaient pas une cible, ont figuré parmi les contenus les plus performants et ont été largement reprises par les médias traditionnels.

28.24 Les progrès concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir la figure 28.I).

Figure 28.I

Mesure des résultats : nombre de visionnement de vidéos relatives à la session de l'Assemblée générale sur le thème « L'union pour le maintien de la paix » et de réactions à celles-ci

(En millions)



Résultats escomptés pour 2024

Résultat 1 : renforcement de la lutte contre les changements climatiques

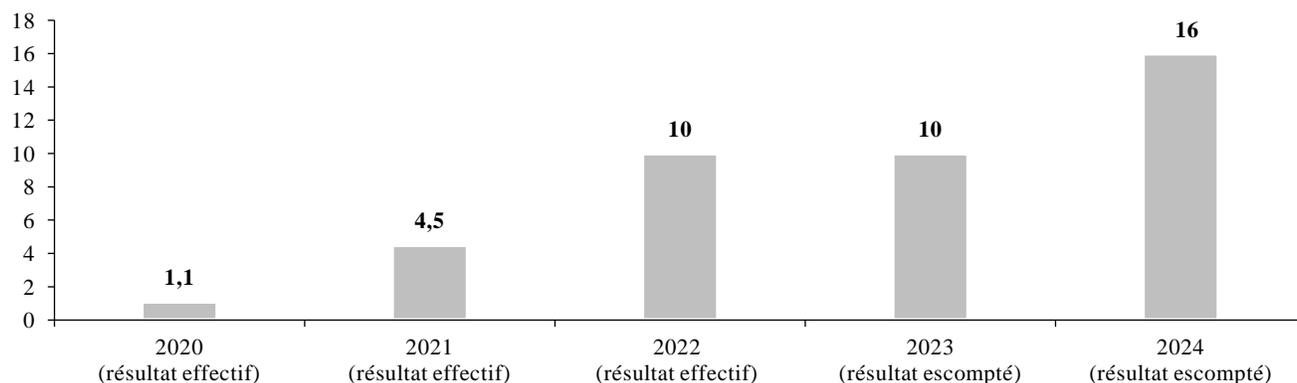
Exécution du programme en 2022 et cible pour 2024

- 28.25 Le travail effectué dans le cadre du sous-programme a facilité une meilleure compréhension et une plus grande participation du public concernant l'action climatique, notamment grâce à la campagne Agissons, ce qui a donné lieu à l'enregistrement de 5,5 millions d'actions climatiques individuelles en 2022, soit un total de 10 millions d'initiatives enregistrées, et a permis de faire mieux que la cible fixée, à savoir 2 millions d'initiatives climatiques enregistrées.
- 28.26 Les progrès concernant l'objectif, de même que la cible pour 2024, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir la figure 28.II).

Figure 28.II

Mesure des résultats : nombre d'initiatives prises pour le climat enregistrées sur le site Web ou dans l'application de la campagne Agissons (résultat cumulé)

(En millions)



Résultat 2 : renforcement de la mobilisation du grand public à l'échelle mondiale en ce qui concerne les thèmes prioritaires de l'ONU

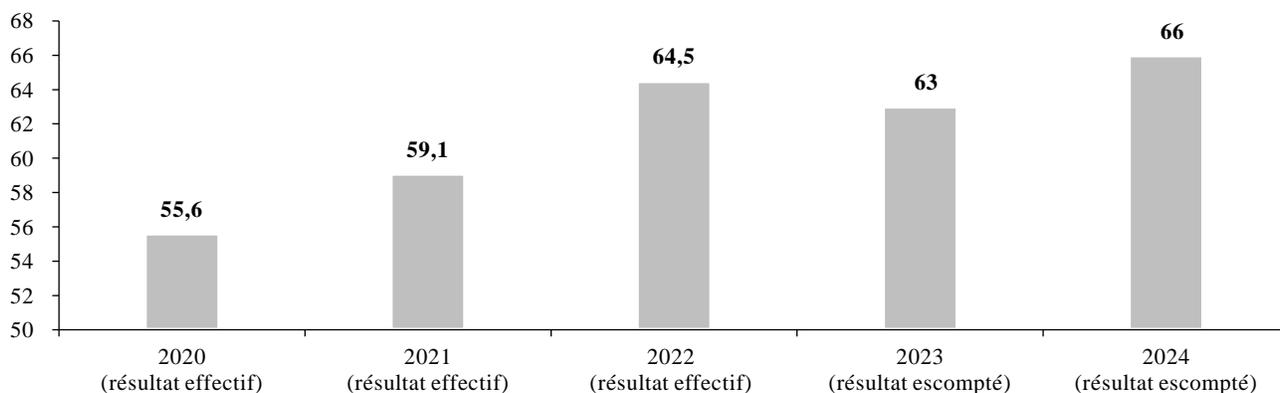
Exécution du programme en 2022 et cible pour 2024

- 28.27 Le travail effectué dans le cadre du sous-programme a contribué à l'amélioration des résultats et de la portée des campagnes de l'ONU sur des thèmes prioritaires, les comptes institutionnels de l'Organisation comptant 64,5 millions d'abonnés sur les médias sociaux, toutes plateformes confondues, ce qui a permis de faire mieux que la cible fixée, à savoir 61 millions d'abonnés.
- 28.28 Les progrès concernant l'objectif, de même que la cible pour 2024, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir la figure 28.III).

Figure 28.III

Mesure des résultats : nombre d'abonnés sur l'ensemble des médias sociaux

(En millions)



Résultat 3 : mobilisation accrue du public en faveur des priorités relatives à la paix et la sécurité mondiales

Projet de plan-programme pour 2024

28.29 Étant donné que les questions de paix et de sécurité occupent une place de choix à l'ordre du jour de la communauté internationale, le public souhaite de plus en plus obtenir des informations précises et opportunes sur les mesures prises par les Nations Unies dans ces domaines. Ainsi, dans le cadre du sous-programme, des informations relatives aux travaux de l'Organisation sur ces questions sont diffusées par l'intermédiaire de diverses plateformes. En outre, d'autres départements du Secrétariat partagent des informations sur la paix et la sécurité sur leurs sites Web, conformément à leurs mandats respectifs.

Enseignements tirés et changements prévus

28.30 L'enseignement tiré est le suivant : on a pris conscience qu'il fallait créer un site Web regroupant des informations consolidées et facilement accessibles sur les questions relatives à la paix et à la sécurité. Un site Web central permettrait de mieux faire connaître et comprendre le rôle du multilatéralisme dans les domaines de travail essentiels de l'Organisation, tels que la prévention et la consolidation de la paix, le maintien de la paix, le désarmement, la lutte contre le terrorisme et d'autres domaines connexes.

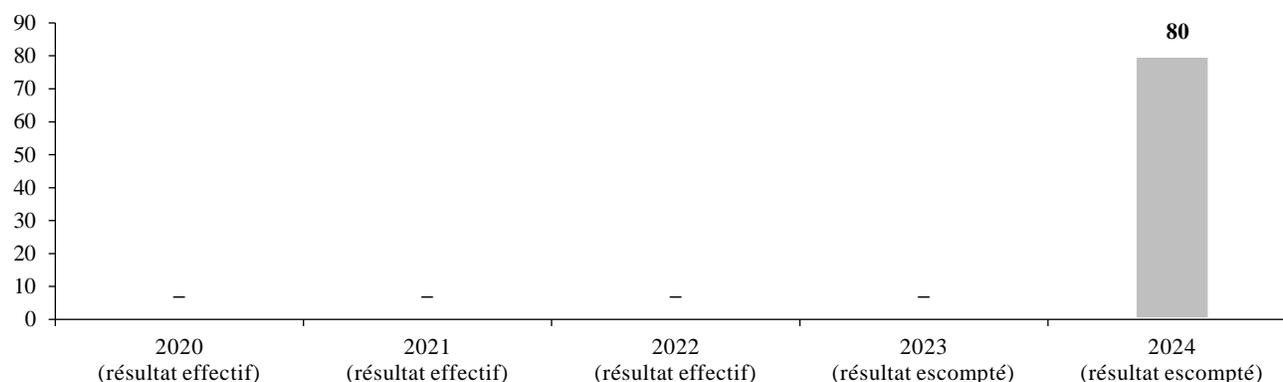
28.31 Compte tenu de cet enseignement, dans le cadre du sous-programme, et en coordination avec le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix et le Département des opérations de paix, on s'attachera à créer un nouveau site Web regroupant toutes les informations relatives aux travaux de l'Organisation dans le domaine de la paix et de la sécurité et on renforcera les activités de sensibilisation à l'intention du public à l'échelle mondiale sur diverses questions relatives à la paix et à la sécurité. Travailler en consultation avec des partenaires œuvrant à la paix et à la sécurité dans le système des Nations Unies permettra de mieux comprendre les travaux menés dans ces domaines à l'échelle du système. Le site Web servira également à diffuser des campagnes de communication visant à informer et à solliciter un soutien en faveur des travaux de l'Organisation sur les questions de paix et de sécurité, ainsi qu'à collaborer avec des partenaires pour promouvoir les questions présentant un intérêt pour eux.

28.32 Les progrès escomptés concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir la figure 28.IV).

Figure 28.IV

Mesure des résultats : nombre de vues du site Web de l'ONU consacré aux questions de paix et de sécurité

(En milliers)



Produits

28.33 On trouvera dans le tableau 28.2 les produits retenus pour le sous-programme.

Tableau 28.2

Sous-programme 1 : produits retenus pour la période 2022-2024, par catégorie et sous-catégorie

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2022	Produits livrés : 2022	Produits prévus : 2023	Produits prévus : 2024
A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts				
Documentation destinée aux organes délibérants (nombre de documents)	1	1	1	1
1. Rapport destiné à l'Assemblée générale sur la diffusion d'informations sur la décolonisation	1	1	1	1
B. Création et transfert de connaissances				
Séminaires, ateliers et activités de formation (nombre de jours)	26	25	26	26
2. Programme de formation à l'intention des services de radiodiffusion et des journalistes palestiniens	24	23	24	24
3. Séminaire international des médias sur la paix au Moyen-Orient	2	2	2	2
D. Activités de communication				
Programmes d'information, manifestations spéciales et supports d'information : campagnes de communication et manifestations et programmes de sensibilisation stratégiques par l'intermédiaire des bureaux extérieurs du Département, touchant les populations locales, y compris des conférences, des expositions et l'organisation de plus de 100 conférences Simul'ONU sur des questions prioritaires ou de manifestations spéciales des Nations Unies, avec des publics cibles (par exemple, la société civile, les jeunes, les universités, les gouvernements et le secteur privé) et dans quelque 124 langues.				
Relations extérieures et relations avec les médias : conférences de presse, exposés et tables rondes sur les priorités, les activités, les manifestations, les publications, les rapports et les résultats des négociations ou d'autres activités des Nations Unies ; campagnes dans les médias (entretiens et articles d'opinion) ; partenariats stratégiques avec des établissements d'enseignement, les médias, la société civile, le secteur privé, la communauté artistique et d'autres partenaires ; production de programmes de radio et de télévision.				
Plateformes numériques et contenus multimédias : comptes officiels de médias sociaux, campagnes et sites Web multilingues gérés par les centres d'information des Nations Unies.				

Sous-programme 2 Services d'information

Objectif

- 28.34 L'objectif auquel le sous-programme contribue consiste à mobiliser le public et à renforcer l'engagement en faveur de l'action, des principes et des buts de l'Organisation des Nations Unies.

Stratégie

- 28.35 Pour contribuer à la réalisation de l'objectif, dans le cadre du sous-programme, le Département :
- a) diffusera en temps utile des nouvelles et des informations exactes, impartiales, complètes, nuancées, cohérentes et objectives ;
 - b) produira des actualités et d'autres produits d'information (documents écrits, audiovisuels et photographiques) adaptés à chaque destinataire ;
 - c) fournira des services aux médias et à d'autres utilisateurs, en recourant notamment aux systèmes de diffusion sur Internet et sur appareil mobile les plus récents, l'accent étant mis sur le multilinguisme dès le stade de la planification.
- 28.36 Le travail qui sera ainsi effectué devrait avoir le résultat suivant : une sensibilisation et une participation accrues du public aux travaux menés par l'Organisation grâce à des contenus plus conviviaux et plus diversifiés et à un éventail plus large d'options (des médias traditionnels aux médias sociaux) pour les différents publics.

Exécution du programme en 2022

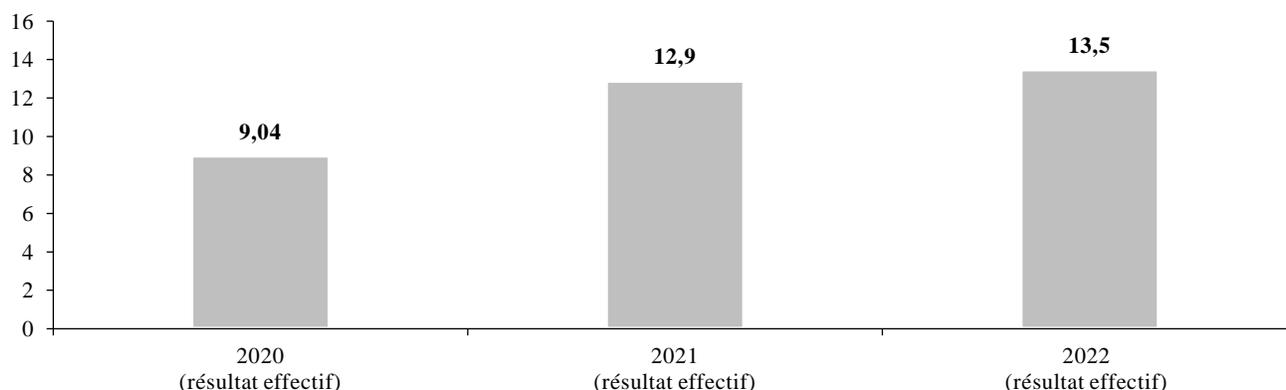
Renforcement de la mobilisation du public par l'intermédiaire de podcasts et de programmes audio sur des questions liées aux obstacles auxquels sont confrontées les jeunes femmes et les problèmes liés aux discours de haine, à l'intolérance et à la xénophobie

- 28.37 Compte tenu de l'évolution des communications numériques, des changements dans les modes de consommation des médias et des nouvelles habitudes du public, il a fallu trouver de nouvelles méthodes de présentation et de distribution, les contenus audio en particulier ayant gagné en popularité.
- 28.38 Pour faire face à cette dynamique, dans le cadre du sous-programme, on a créé et lancé deux nouvelles séries de podcasts et élargi la programmation audio. Cette nouvelle série de podcasts s'inspire du succès d'autres podcasts, tels que « Awake at Night » et « No Denying It », consacrés aux changements climatiques. La première nouvelle série de podcasts, intitulée « AmplifyHER », et produite en partenariat avec SoundCloud, est constituée d'entretiens avec un certain nombre de jeunes célébrités émergentes du monde de la musique sur les défis auxquels les musiciennes sont confrontées dans leur carrière et sur la manière dont elles parviennent à surmonter ces obstacles. La seconde, intitulée « UNiting against Hate », aborde les défis à relever pour mettre fin aux discours de haine, à l'intolérance et à la xénophobie.
- 28.39 Les progrès concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir la figure 28.V).

Figure 28.V

Mesure des résultats : nombre d'interactions autour des podcasts et des programmes audio^a

(En millions)



^a Mesuré à partir du nombre de téléchargements, de visionnages, de partages et d'écoutes, ainsi que de renvois vers des plateformes externes.

Résultats escomptés pour 2024**Résultat 1 : attention accrue aux changements climatiques****Exécution du programme en 2022 et cible pour 2024**

- 28.40 Le travail effectué dans le cadre du sous-programme a contribué à l'augmentation globale du public ayant consulté des informations sur l'action climatique publiées sur la plateforme ONU Info, qui a atteint 5,2 millions de pages vues en 2022, soit 8,5 % du nombre total de pages vues d'ONU Info en 2022, mais n'a pas permis d'atteindre la cible fixée, à savoir une augmentation de 25 % du nombre d'acteurs utilisant des nouvelles concernant l'action climatique. La cible n'a pas été atteinte car la technologie permettant de mesurer l'audience par thématique n'a été déployée qu'au milieu de l'année 2021, et que des objectifs mesurables n'ont pu être obtenus qu'après 2021. Toutefois, selon une série de mesures, le nombre total de personnes ayant consulté des contenus sur le climat a augmenté, tout comme la part des contenus sur le climat dans le nombre total de pages vues d'ONU Info.
- 28.41 Les progrès concernant l'objectif, de même que la cible pour 2024, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir le tableau 28.3).

Tableau 28.3

Mesure des résultats

2020 (résultat effectif)	2021 (résultat effectif)	2022 (résultat effectif)	2023 (résultat escompté)	2024 (résultat escompté)
Accès aux nouvelles de dernière heure sur les changements climatiques, y compris à des reportages, des commentaires explicatifs et des contenus axés sur la sensibilisation en fonction de l'intérêt du public	Contenus multimédias consacrés aux changements climatiques de plus en plus consultés ; mise en place d'un système d'étiquetage permettant de recueillir des données de base afin de mesurer l'intérêt pour chaque thème	5,2 millions de pages vues pour les contenus publiés sur ONU Info en rapport avec l'action climatique, soit 8,5 % du nombre total de pages vues	Augmentation de 30 % de la fréquentation liée aux produits et aux plateformes d'information sur l'action climatique	10 % du nombre total de pages vues sur l'action climatique sur les plateformes ONU Info

Résultat 2 : élargissement de l'accès à ONU Info

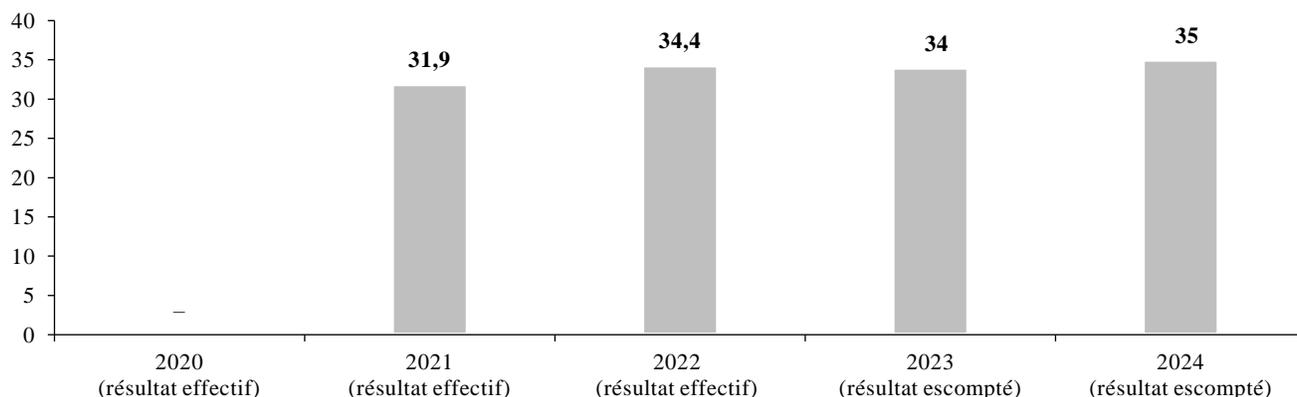
Exécution du programme en 2022 et cible pour 2024

- 28.42 Le travail effectué dans le cadre du sous-programme a contribué à l'augmentation de la fréquentation du site Web remanié d'ONU Info, qui a atteint 34,4 millions de visiteurs, ce qui a permis de faire mieux que la cible fixée, à savoir 33 millions de visiteurs.
- 28.43 Les progrès concernant l'objectif, de même que la cible pour 2024, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir la figure 28.VI).

Figure 28.VI

Mesure des résultats : augmentation de la fréquentation annuelle du site Web remanié d'ONU Info

(En millions d'utilisateurs)



Résultat 3 : accroissement de l'audience de la chaîne de télévision en ligne des Nations Unies à l'échelle mondiale, dans les six langues officielles

Projet de plan-programme pour 2024

- 28.44 Dans le cadre du sous-programme, par l'intermédiaire de la plateforme de télévision en ligne des Nations Unies (webtv.un.org), les réunions des Nations Unies tenues à New York (depuis 2001), à Genève (depuis 2006) et à La Haye (depuis 2012) ont pu être diffusées en direct auprès de publics du monde entier par la diffusion de vidéos en direct et à la demande. La plateforme s'est révélée être un moyen efficace pour atteindre des publics du monde entier.

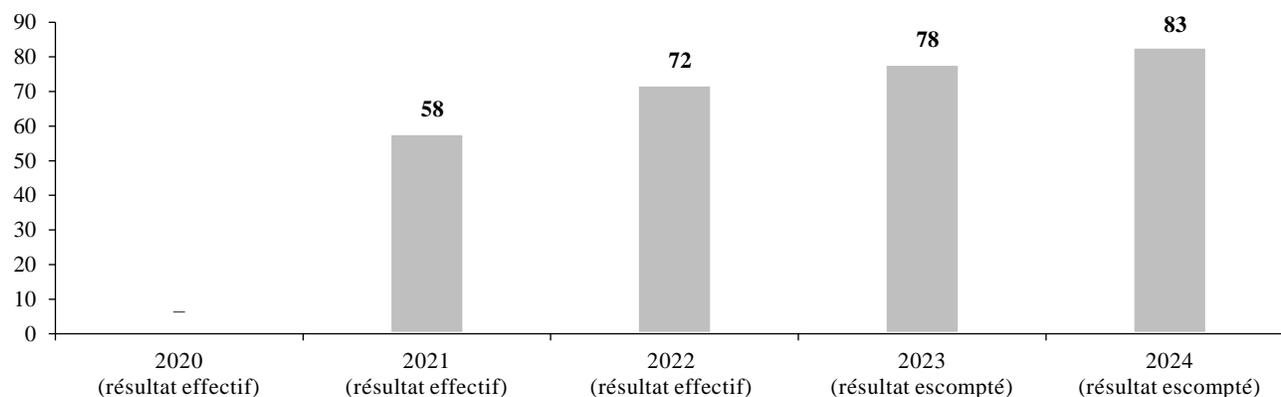
Enseignements tirés et changements prévus

- 28.45 L'enseignement tiré est le suivant : mettre à disposition des vidéos en direct et à la demande sur de multiples plateformes et en plusieurs langues permet d'atteindre un public plus vaste dans le monde entier. En outre, la télévision en ligne des Nations Unies permet de rendre accessible au public du contenu d'autres lieux d'affectation et entités des Nations Unies, et constitue ainsi un portail unique pour l'Organisation.
- 28.46 Compte tenu de cet enseignement, dans le cadre du sous-programme, on lancera une version de la télévision en ligne des Nations Unies dans toutes les autres langues officielles de l'Organisation. Ces nouvelles versions linguistiques de la plateforme permettront de diffuser en direct et à la demande des contenus vidéo assortis de métadonnées consultables dans chacune des langues officielles de l'Organisation. De plus, on ajoutera à la liste des délibérations disponibles sur la télévision en ligne des Nations Unies les réunions tenues dans d'autres villes sièges de l'Organisation et les réunions des entités du système des Nations Unies qui se joindront à la plateforme.
- 28.47 Les progrès escomptés concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir la figure 28.VII).

Figure 28.VII

Mesure des résultats : nombre d'heures de visionnage de la télévision en ligne des Nations Unies

(En millions de minutes)

**Produits**

28.48 On trouvera dans le tableau 28.4 les produits retenus pour le sous-programme.

Tableau 28.4

Sous-programme 2 : produits retenus pour la période 2022-2024, par catégorie et sous-catégorie*Catégorie et sous-catégorie***D. Activités de communication**

Relations extérieures et relations avec les médias : accréditation et services concernant 1 100 membres des médias couvrant les réunions des Nations Unies et publiant des communiqués de presse quotidiens dans les six langues officielles ; couverture des réunions intergouvernementales ; publication et diffusion en ligne des discours et déclarations du Secrétaire général et de la Vice-Secrétaire générale et des transcriptions des rencontres du Secrétaire général avec la presse ; couverture photographique des réunions des principaux organes intergouvernementaux et des activités du Secrétaire général, de la Vice-Secrétaire générale et du Président ou de la Présidente de l'Assemblée générale.

Plateformes numériques et contenus multimédias : contenus multimédias (audio, vidéo et texte) dans les six langues officielles et trois langues non officielles (hindi, swahili et portugais) diffusés tous les jours sur de multiples plateformes et canaux, y compris en ligne et sur les médias sociaux, et dans le cadre de partenariats avec des organes de presse externes ; site Internet principal des Nations Unies (y compris la page d'accueil) et 214 sites consacrés aux journées commémoratives des Nations Unies et aux grandes campagnes mondiales dans les six langues officielles ; assistance aux entités des Nations Unies pour que leurs sites Web soient multilingues (quelque 47 sites Web) ; couverture télévisuelle en direct, dont des flux en direct, et mise en ligne de retransmissions à la demande de réunions intergouvernementales et d'autres manifestations dignes d'intérêt se déroulant au Siège, comme le Studio des objectifs de développement durable ; fourniture de services de médiathèque aux représentants, aux médias et autres.

Sous-programme 3**Services de diffusion et de partage du savoir****Objectif**

28.49 L'objectif auquel le sous-programme contribue consiste à mobiliser le public et à renforcer l'engagement en faveur de l'action, des principes et des buts de l'Organisation des Nations Unies.

Stratégie

- 28.50 Pour contribuer à la réalisation de l'objectif, dans le cadre du sous-programme, le Département fera ce qui suit :
- a) mener des activités de sensibilisation auprès d'un large éventail international d'établissements universitaires, d'étudiants et d'éducateurs, de la communauté artistique et de la société civile ;
 - b) organiser des séances d'information, des manifestations spéciales, des visites guidées et des ateliers interactifs et collaborer avec les organisateurs des conférences Simul'ONU ;
 - c) proposer des programmes de sensibilisation et d'éducation sur l'Holocauste et la traite transatlantique des esclaves et créer des publications, des guides de recherche et des expositions portant sur ces thèmes prioritaires, notamment à l'intention des jeunes ;
 - d) produire des supports de communication, des identités visuelles et une image de marque à l'appui des priorités de l'Organisation ;
 - e) nouer et entretenir des partenariats stratégiques avec les secteurs du divertissement, de la publicité et de l'édition, de grandes manifestations sportives et internationales et des établissements d'enseignement supérieur et de recherche, en visant en particulier les jeunes ;
 - f) collaborer avec ses partenaires pour créer des ressources et des programmes éducatifs multilingues efficaces et mettre sur pied des campagnes, des projets et des manifestations encourageant à agir en faveur du Programme de développement durable à l'horizon 2030 ;
 - g) faciliter le partage des connaissances et la préservation des ressources d'information de l'ONU destinées à un public interne comme externe.
- 28.51 Le travail qui sera ainsi effectué devrait avoir les résultats suivants :
- a) une meilleure compréhension des principes et des buts de l'Organisation et une plus grande participation des jeunes et des étudiants aux processus politiques, non gouvernementaux et intergouvernementaux menés aux niveaux local, régional ou national ;
 - b) une mobilisation accrue des jeunes et des étudiants en faveur de la mise en œuvre des objectifs de développement durable et l'émergence d'une nouvelle génération de dirigeants attachés aux principes et aux valeurs de l'Organisation ;
 - c) un accès accru des États Membres, du personnel des Nations Unies dans le monde entier, des établissements de recherche, des jeunes, des écoles et du grand public à la documentation et aux informations de l'Organisation aux fins d'une collaboration plus étroite, d'une plus grande sensibilisation et de meilleures décisions.

Exécution du programme en 2022

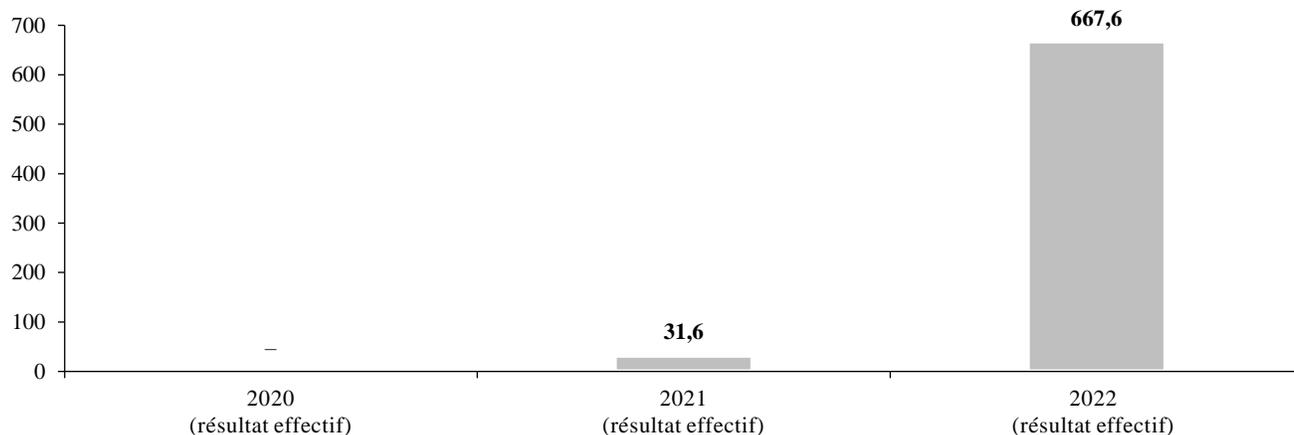
La Journée internationale de la paix a permis de renforcer l'importance de l'instauration de la paix et de la lutte contre le racisme

- 28.52 Dans le cadre du sous-programme, le Département a organisé une manifestation annuelle, le 16 septembre, à l'occasion de la Journée internationale de la paix, qui a réuni quelque 500 étudiants autour du thème « Mettre fin au racisme. Bâtir la paix ». Cette manifestation a été l'occasion pour les jeunes de présenter des projets illustrant les actions qu'ils ont menées pour lutter contre le racisme et ainsi favoriser la paix. Le Département s'est également associé à une société spécialisée dans la performance artistique pour réaliser une vidéo consacrée à cette journée, ce qui a fait augmenter le nombre de visionnages de vidéos en direct et à la demande consacrées à la manifestation et a permis d'améliorer la visibilité de la Journée internationale de la paix sur l'ensemble des plateformes numériques.
- 28.53 Les progrès concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir la figure 28.VIII).

Figure 28.VIII

Mesure des résultats : nombre de visionnages de vidéos en direct et à la demande consacrées à la Journée internationale de la paix

(En milliers)

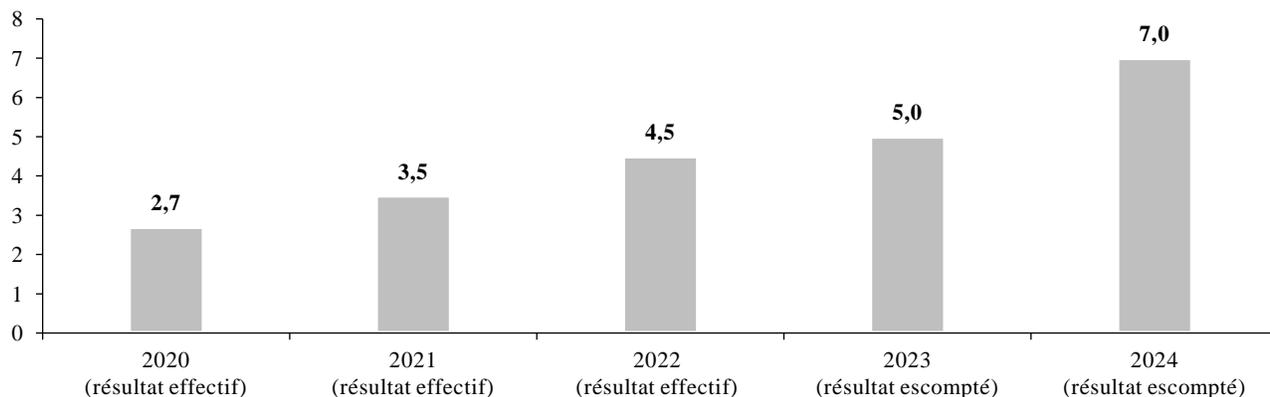
**Résultats escomptés pour 2024****Résultat 1 : élargissement de l'accès aux connaissances accumulées par l'ONU et à la documentation destinée aux organes délibérants****Exécution du programme en 2022 et cible pour 2024**

- 28.54 Le travail effectué dans le cadre du sous-programme a aidé à mettre immédiatement à disposition sous divers formats des documents destinés aux organes délibérants et publications de l'ONU aux membres des missions permanentes, aux chercheurs et aux citoyens partout dans le monde, ce qui a donné lieu à 4,5 millions de téléchargements uniques de ressources et documents de l'ONU sur les plateformes et a permis de faire mieux que la cible fixée, à savoir 3,2 millions de téléchargements uniques.
- 28.55 Les progrès concernant l'objectif, de même que la cible pour 2024, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir la figure 28.IX).

Figure 28.IX

Mesure des résultats : nombre de téléchargements uniques de ressources et documents de l'ONU sur les plateformes du sous-programme (résultat cumulé)

(En millions)

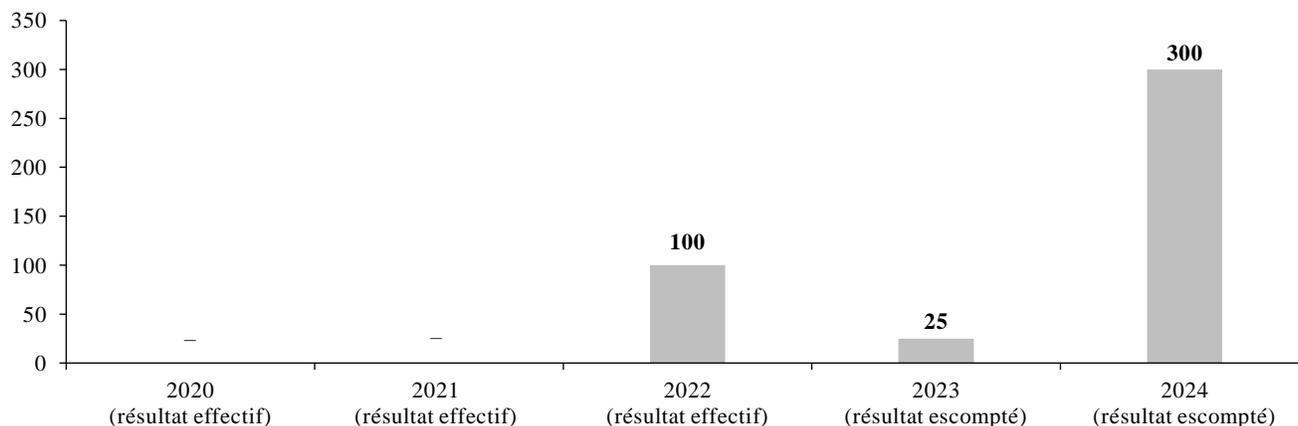


Résultat 2 : renforcement de la mobilisation et de l’action en faveur des objectifs de développement durable parmi la communauté mondiale du football

Projet de plan-programme pour 2024

- 28.56 Le travail effectué dans le cadre du sous-programme a permis de mobiliser 100 entités footballistiques, dont 13 fédérations, 9 clubs et toute une série de ligues, d’associations de joueurs, de fondations, d’organisations non gouvernementales et d’organisations du secteur privé pour devenir membres de l’initiative « United Nations football for the Goals », ce qui a permis de faire mieux que la cible fixée, à savoir 7 fédérations et clubs de football.
- 28.57 Les progrès concernant l’objectif, de même que la cible pour 2024, sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir la figure 28.X).

Figure 28.X
Mesure des résultats : nombre d’entités partenaires de l’initiative « United Nations football for the Goals » (résultat cumulé)



Résultat 3 : mobilisation accrue des influenceurs en faveur des objectifs de développement durable

Projet de plan-programme pour 2024

- 28.58 Afin d’accélérer la réalisation des objectifs de développement durable et de mieux s’attaquer aux problèmes les plus pressants auxquels l’humanité est confrontée, tels que les changements climatiques, les conflits armés et les risques liés à la désinformation et à la désinformation, l’Organisation veillera à ce que divers groupes de parties prenantes, y compris le grand public, aient connaissance de ces questions, notamment des difficultés nouvelles. À cette fin, dans le cadre du sous-programme, on s’est efforcé de mobiliser des influenceurs sélectionnés par l’ONU et ayant une forte présence sur les médias sociaux afin de faire connaître et de défendre les questions prioritaires de l’ONU auprès de leur public très vaste et souvent inexploité.

Enseignements tirés et changements prévus

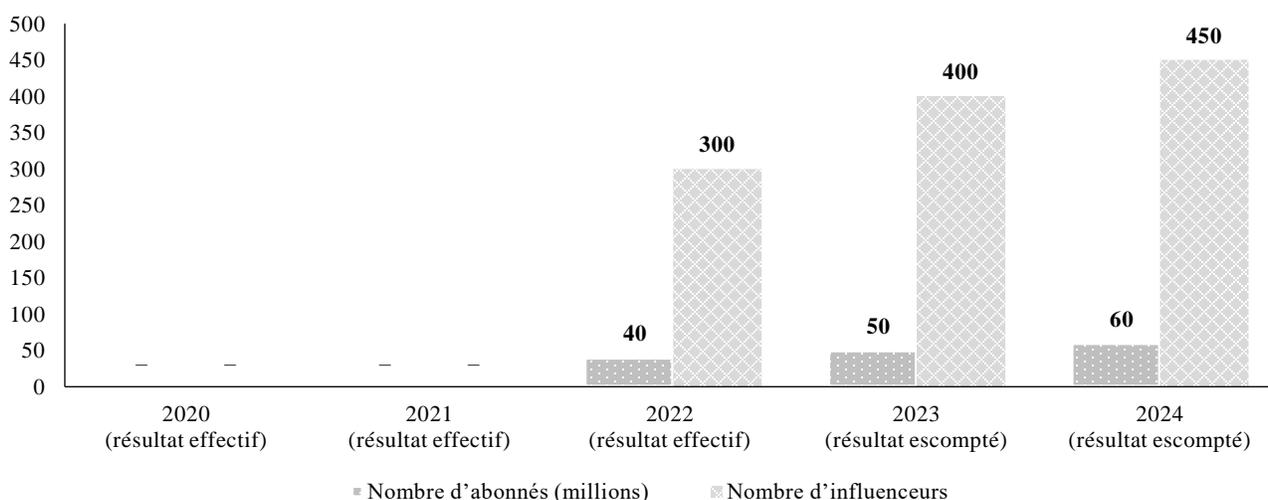
- 28.59 L’enseignement tiré est le suivant : sur la base de précédentes collaborations avec des influenceurs, on a constaté que la mobilisation et la sensibilisation régulières de ces acteurs étaient essentielles à la réussite de l’action menée. Compte tenu de cet enseignement, le Département s’appuiera sur les relations déjà établies par l’ONU avec des personnalités engagées et les renforcera, y compris avec les messagers de la paix et les ambassadeurs de bonne volonté de l’ONU, afin de déterminer quels sont les temps forts et les occasions à saisir pour communiquer au mieux, tels que les grandes conférences sur le climat, les principaux discours du Secrétaire général et la célébration de journées internationales. Les influenceurs relayeront les priorités et les messages de l’ONU sur leurs comptes

de médias sociaux, et un appui leur sera fourni à cet effet au moyen de propositions d'articles et d'éléments graphiques à publier. Ces actions de sensibilisation toucheront des publics nouveaux et dans des régions géographiques diverses et mettront en évidence les moyens par lesquels le grand public peut devenir un acteur du changement. On cherchera en outre d'autres facilitateurs et collaborateurs pour promouvoir les messages et les principales campagnes et initiatives de l'Organisation.

28.60 Les progrès escomptés concernant l'objectif sont présentés dans la mesure des résultats ci-après (voir la figure 28.XI).

Figure 28.XI

Mesure des résultats : nombre d'influenceurs mobilisés et nombre cumulé d'abonnés



Produits

28.61 On trouvera dans le tableau 28.5 les produits retenus pour le sous-programme.

Tableau 28.5

Sous-programme 3 : produits retenus pour la période 2022-2024, par catégorie et sous-catégorie

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2022	Produits livrés : 2022	Produits prévus : 2023	Produits prévus : 2024
A. Facilitation des travaux des organes intergouvernementaux et des organes d'experts				
Documentation destinée aux organes délibérants (nombre de documents)	4	4	4	4
1. Rapports destinés à l'Assemblée générale sur les questions d'information et les activités du Département : services de communication stratégique, services d'information et services de diffusion et de partage du savoir	4	4	4	4
Services fonctionnels pour les réunions (nombre de réunions de trois heures)	20	20	20	20
2. Réunions du Comité de l'information	20	20	20	20
B. Création et transfert de connaissances				
Séminaires, ateliers et activités de formation (nombre de jours)	276	340	361	370
3. Ateliers sur la collaboration intergouvernementale à l'intention des organisations non gouvernementales et programme d'orientation destiné aux organisations non gouvernementales nouvellement accréditées	30	30	40	40

Catégorie et sous-catégorie	Produits prévus : 2022	Produits livrés : 2022	Produits prévus : 2023	Produits prévus : 2024
4. Stage de formation sur les services de la Bibliothèque Dag Hammarskjöld et stages pour les créateurs de contenu, les éditeurs et les personnes référentes pour iSeek	225	279	300	300
5. Stage de formation sur le journalisme dans le cadre du Programme de stages de journalisme Reham Al-Farra	21	31	21	30

C. Activités de fond

Consultations, conseils et action en faveur de telle ou telle cause : orientations et conseils d'experts fournis dans le cadre de Simul'ONU ; conférences sur des sujets tels que l'esclavage, la traite transatlantique des esclaves et la commémoration de l'Holocauste.

D. Activités de communication

Programmes d'information, manifestations spéciales et supports d'information : partenariats avec la société civile, les établissements universitaires et d'autres entités ; supports éducatifs et promotionnels, y compris manifestations et conférences sur les activités de l'Organisation, tels que la *Chronique de l'ONU* et l'*ABC des Nations Unies* ; réponses aux demandes de renseignements ; expositions au Siège de l'Organisation des Nations Unies et en ligne ; visites guidées multilingues pour plus d'un demi-million de visiteurs dans plus d'une douzaine de langues ; programme de communication avec des personnalités éminentes, dont les messagers de la paix et d'autres célébrités, à des fins de sensibilisation ; manifestations spéciales et célébration de certaines journées ou années commémoratives ; Initiative de mobilisation de la communauté artistique visant à créer des films, des émissions télévisées ou des pièces de théâtre mettant à l'honneur l'Organisation ou une question l'intéressant ; création de produits graphiques à l'appui de l'identité visuelle, des campagnes de communication et des supports d'information ; manifestations à l'intention des étudiants.

Relations extérieures et relations avec les médias : conférences et communiqués de presse annonçant les nouveaux partenariats noués et les manifestations spéciales organisées à des fins de sensibilisation ; ouverture d'expositions.

Plateformes numériques et contenus multimédias : tenue à jour d'iSeek (y compris la publication d'articles), la principale plateforme de communication interne du Secrétariat pour l'ensemble des utilisateurs dans le monde, en anglais et en français ; portail e-deleGATE ; plateforme United Nations Development Business ; présence sur le Web et les médias sociaux, Consortium du système des Nations Unies pour l'acquisition d'informations électroniques et Programme des bibliothèques dépositaires des publications des Nations Unies.

Services de bibliothèque : répertoire central sécurisé des Nations Unies (Bibliothèque numérique des Nations Unies) disponible dans les six langues officielles ; services visant à mettre les produits de la Bibliothèque à la disposition du public mondial en les publiant en ligne, à s'occuper des prêts et autres services connexes et à offrir des services de recherche directe et ciblée aux représentants des États Membres ; gestion du Consortium du système des Nations Unies pour l'acquisition d'informations électroniques et du Programme des bibliothèques dépositaires des publications des Nations Unies ; conservation de divers documents à la bibliothèque.

B. Postes et autres objets de dépense proposés pour 2024

Vue d'ensemble

28.62 On trouvera dans les tableaux 28.6 à 28.8 des informations sur les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2024 et, selon le cas, sur les changements dont il est tenu compte.

Tableau 28.6

Vue d'ensemble : évolution des ressources financières, par objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

Objet de dépense	2022 (dépenses effectives)	2023 (crédits ouverts)	Changements				Total	Pourcentage	2024 (prévisions avant actualisation des coûts)
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements				
Postes	80 867,2	81 624,8	250,2	4 801,1	(8,7)	5 042,6	6,2	86 667,4	
Autres dépenses de personnel	4 033,6	4 323,6	(18,1)	1 784,6	181,2	1 947,7	45,0	6 271,3	
Dépenses de représentation	6,0	27,3	–	–	–	–	–	27,3	
Consultants	80,1	–	–	–	–	–	–	–	
Voyages des représentants	10,5	–	–	–	–	–	–	–	
Voyages du personnel	873,8	280,9	–	–	–	–	–	280,9	
Services contractuels	5 691,8	7 827,3	(32,4)	277,3	34,6	279,5	3,6	8 106,8	
Frais généraux de fonctionnement	5 155,9	5 607,4	–	–	(4,4)	(4,4)	(0,1)	5 603,0	
Fournitures et accessoires	182,0	548,1	–	10,8	–	10,8	2,0	558,9	
Mobilier et matériel	1 117,5	682,7	–	64,8	4,4	69,2	10,1	751,9	
Aménagement des locaux	8,4	–	–	–	–	–	–	–	
Subventions et contributions	149,4	884,9	–	–	(181,2)	(181,2)	(20,5)	703,7	
Total	98 176,2	101 807,0	199,7	6 938,6	25,9	7 164,2	7,0	108 971,2	

Tableau 28.7

Vue d'ensemble : postes proposés et changements relatifs aux postes pour 2024

(Nombre de postes)

	Nombre	Informations sur les postes
Effectif approuvé pour 2023	686	1 SGA, 3 D-2, 18 D-1, 34 P-5, 71 P-4, 105 P-3, 57 P-2/1, 7 G(1°C), 197 G(AC), 143 AL, 50 AN
Transfert (géographique)	–	1 P-3 au titre du sous-programme 1
Réaffectation	–	1 G(AC) au titre du sous-programme 2
Création	54	1 P-5, 8 P-4, 28 P-3 et 17 G(AC) au titre du sous-programme 2
Effectif proposé pour 2024	740	1 SGA, 3 D-2, 18 D-1, 35 P-5, 79 P-4, 133 P-3, 57 P-2/1, 7 G(1°C), 214 G(AC), 143 AL, 50 AN

Note : Les abréviations ci-après sont utilisées dans les tableaux et figures : AL = agent(e) local(e) ; AN = administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national ; G(AC) = agent(e) des services généraux (Autres classes) ; G(1°C) = agent(e) des services généraux (1^{re} classe) ; SGA = secrétaire général(e) adjoint(e).

Tableau 28.8

Vue d'ensemble : postes proposés, par catégorie et par classe

(Nombre de postes)

Catégorie et classe	Changements				Total	Effectif proposé pour 2024
	Effectif approuvé pour 2023	Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements		
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur						
SGA	1	–	–	–	–	1
D-2	3	–	–	–	–	3
D-1	18	–	–	–	–	18
P-5	34	–	1	–	1	35
P-4	71	–	8	–	8	79
P-3	105	–	28	–	28	133
P-2/1	57	–	–	–	–	57
Total partiel	289	–	37	–	37	326
Agents des services généraux et des catégories apparentées						
G(1°C)	7	–	–	–	–	7
G(AC)	197	–	17	–	17	214
AL	143	–	–	–	–	143
AN	50	–	–	–	–	50
Total partiel	397	–	17	–	17	414
Total	686	–	54	–	54	740

28.63 On trouvera des renseignements supplémentaires sur la répartition des ressources demandées dans les tableaux 28.9 à 28.11 et dans la figure 28.XII.

28.64 Comme le montrent les tableaux 28.9 1) et 28.10 1), les ressources proposées pour 2024 s'élèvent globalement à 108 971 200 dollars avant actualisation des coûts, soit une augmentation nette de 7 164 200 dollars (7,0 %) par rapport aux crédits ouverts pour 2023. La variation découle d'ajustements techniques, des nouveaux mandats et des mandats élargis et d'autres changements. Les ressources demandées permettent de financer l'exécution intégrale, efficace et rationnelle des mandats.

Tableau 28.9

Vue d'ensemble : évolution des ressources financières, par source de financement, composante et sous-programme

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) *Budget ordinaire*

Composante/sous-programme	2022 (dépenses effectives)	2023 (crédits ouverts)	Changements			Total	Pourcentage	2024 (prévisions avant actualisation des coûts)
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements			
A. Direction exécutive et administration	2 219,2	2 563,3	–	–	–	–	–	2 563,3
B. Programme de travail								
1. Services relatifs aux campagnes et aux opérations dans les pays	40 415,1	40 030,8	46,9	104,8	(8,7)	143,0	0,4	40 173,8
2. Services d'information	32 256,0	34 637,4	21,6	6 609,1	34,6	6 665,3	19,2	41 302,7
3. Services de diffusion et de partage du savoir	19 649,1	20 722,7	131,2	–	–	131,2	0,6	20 853,9
Total partiel (B)	92 320,2	95 390,9	199,7	6 713,9	25,9	6 939,5	7,3	102 330,4
C. Appui au programme	3 636,8	3 852,8	–	224,7	–	224,7	5,8	4 077,5
Total partiel (1)	98 176,2	101 807,0	199,7	6 938,6	25,9	7 164,2	7,0	108 971,2

2) *Quotes-parts hors budget ordinaire*

Composante/sous-programme	2022 (dépenses effectives)	2023 (estimations)	Changements	Pourcentage	2024 (prévisions)
A. Direction exécutive et administration	–	–	–	–	–
B. Programme de travail					
1. Services relatifs aux campagnes et aux opérations dans les pays	357,3	529,7	30,9	5,8	560,6
2. Services d'information	208,1	327,4	10,0	3,1	337,4
3. Services de diffusion et de partage du savoir	–	–	–	–	–
Total partiel (B)	565,4	857,1	40,9	4,8	898,0
C. Appui au programme	–	–	–	–	–
Total partiel (2)	565,4	857,1	40,9	4,8	898,0

3) Ressources extrabudgétaires

Composante/sous-programme	2022 (dépenses effectives) (estimations)		Changements	Pourcentage	2024 (prévisions)
		2023			
A. Direction exécutive et administration	–	–	–	–	–
B. Programme de travail					
1. Services relatifs aux campagnes et aux opérations dans les pays	1 491,0	1 015,4	–	–	1 015,4
2. Services d'information	1 797,6	2 909,8	152,3	5,2	3 062,1
3. Services de diffusion et de partage du savoir	7 721,6	7 547,2	(2 423,1)	(32,1)	5 124,1
Total partiel (B)	11 010,2	11 472,4	(2 270,8)	(19,8)	9 201,6
C. Appui au programme	760,1	846,3	–	–	846,3
Total partiel (3)	11 770,3	12 318,7	(2 270,8)	(18,4)	10 047,9
Total	110 511,9	114 982,8	4 934,3	4,3	119 917,1

Tableau 28.10

Vue d'ensemble : postes proposés pour 2024, par source de financement, composante et sous-programme

(Nombre de postes)

1) Budget ordinaire

Composante/sous-programme	Effectif approuvé pour 2023	Changements			Total	Effectif proposé pour 2024
		Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements		
A. Direction exécutive et administration	16	–	–	–	–	16
B. Programme de travail						
1. Services relatifs aux campagnes et aux opérations dans les pays	333	–	–	–	–	333
2. Services d'information	181	–	54	–	54	235
3. Services de diffusion et de partage du savoir	134	–	–	–	–	134
Total partiel (B)	648	–	54	–	54	702
C. Appui au programme	22	–	–	–	–	22
Total partiel (1)	686	–	54	–	–	740

Titre VII Communication globale

2) *Quotes-parts hors budget ordinaire*

<i>Composante/sous-programme</i>	<i>2023 (estimations)</i>	<i>Changements</i>	<i>2024 (prévisions)</i>
A. Direction exécutive et administration	–	–	–
B. Programme de travail			
1. Services relatifs aux campagnes et aux opérations dans les pays	2	–	2
2. Services d'information	2	–	2
3. Services de diffusion et de partage du savoir	–	–	–
Total partiel (B)	4	–	4
C. Appui au programme	–	–	–
Total partiel (2)	4	–	4

3) *Ressources extrabudgétaires*

<i>Composante/sous-programme</i>	<i>2023 (estimations)</i>	<i>Changements</i>	<i>2024 (prévisions)</i>
A. Direction exécutive et administration	–	–	–
B. Programme de travail			
1. Services relatifs aux campagnes et aux opérations dans les pays	–	–	–
2. Services d'information	–	–	–
3. Services de diffusion et de partage du savoir	10	–	10
Total partiel (B)	10	–	10
C. Appui au programme	–	–	–
Total partiel (3)	10	–	10
Total	700	54	754

Tableau 28.11

Vue d'ensemble : évolution des ressources financières et des postes

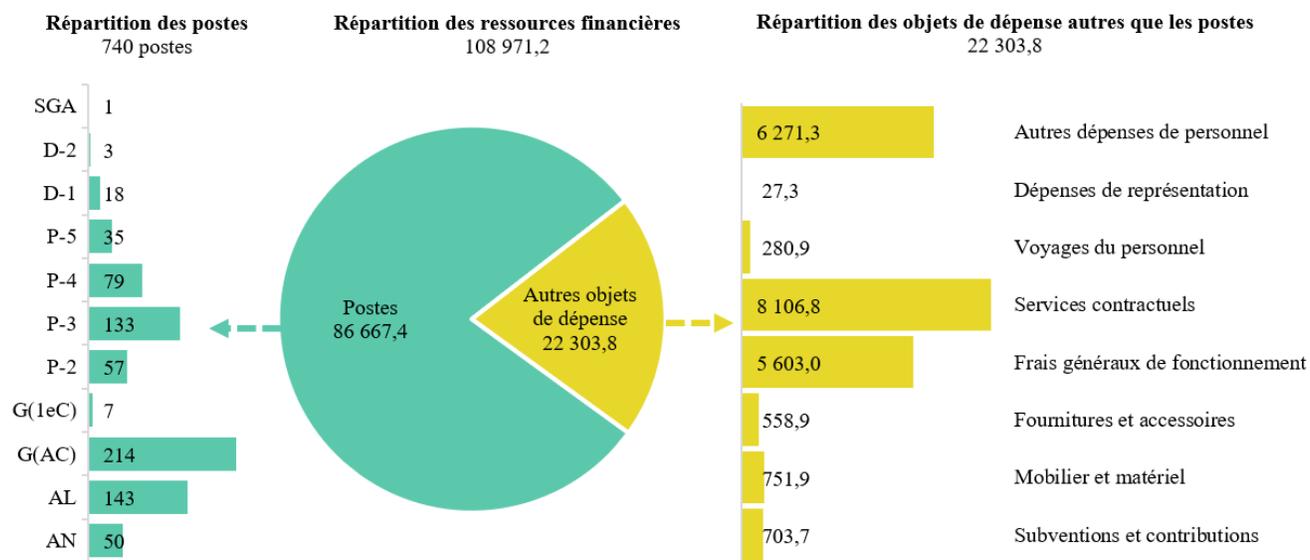
(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	2022 (dépenses effectives)	2023 (crédits ouverts)	Changements				Total	Pourcentage	2024 (prévisions avant actualisation des coûts)
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements				
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses									
Postes	80 867,2	81 624,8	250,2	4 801,1	(8,7)	5 042,6	6,2	86 667,4	
Autres objets de dépense	17 309,0	20 182,2	(50,5)	2 137,5	34,6	2 121,6	10,5	22 303,8	
Total	98 176,2	101 807,0	199,7	6 938,6	25,9	7 164,2	7,0	108 971,2	
Postes, par catégorie									
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		289	–	37	–	37	12,8	326	
Agents des services généraux et des catégories apparentées		397	–	17	–	17	4,3	414	
Total		686	–	54	–	54	7,9	740	

Figure 28.XII

Répartition des ressources proposées pour 2024 (avant actualisation des coûts)

(En nombre de postes/milliers de dollars des États-Unis)



Explications concernant les variations, par facteur, composante et sous-programme

Récapitulatif des changements relatifs aux ressources

Ajustements techniques

28.65 Comme le montre le tableau 28.9 1), les changements entraînent une augmentation nette de 199 700 dollars, qui s'explique comme suit :

- a) **Sous-programme 1 (Services relatifs aux campagnes et aux opérations dans les pays)** (augmentation nette de 46 900 dollars). Cette augmentation nette s'explique principalement par l'application d'un taux de vacance convenu pour un poste d'assistant(e) d'information [agent(e) des services généraux (Autres classes)] créé en 2023 sur la base de la résolution [77/263](#) de l'Assemblée générale, conformément à la pratique établie pour les nouveaux postes voulant qu'un taux de vacance de 50 % soit appliqué (53 400 dollars), compensée en partie par le non-renouvellement de crédits prévus au titre des autres dépenses de personnel (6 500 dollars) pour appuyer la mise en œuvre des résolutions et décisions adoptées par le Conseil des droits de l'homme ;
- b) **Sous-programme 2 (Services d'information)** (augmentation nette de 21 600 dollars). L'augmentation nette tient à l'application d'un taux de vacance convenu pour un poste de spécialiste de la gestion de l'information (adjoint(e) de 1^{re} classe) (P-2) (65 600 dollars) réaffecté et un emploi de temporaire (autre que pour les réunions) d'assistant(e) d'information [agent(e) des services généraux (Autres classes)] (35 800 dollars) créé en 2023 sur la base de la résolution [77/262](#) de l'Assemblée générale, conformément à la pratique établie pour les postes et emplois nouveaux ou réaffectés voulant qu'un taux de vacance de 50 % soit appliqué, compensée en partie par le non-renouvellement de crédits prévus au titre des autres dépenses de personnel et des services contractuels (79 800 dollars) pour appuyer la mise en œuvre des nouveaux mandats et des mandats élargis de l'Assemblée générale pour les services de diffusion sur le Web et d'information, ainsi que des résolutions et décisions adoptées par le Conseil des droits de l'homme ;
- c) **Sous-programme 3 (Services de diffusion et de partage du savoir)** (augmentation de 131 200 dollars). L'augmentation tient à l'application d'un taux de vacance convenu pour un poste de spécialiste des systèmes informatiques [adjoint(e) de 1^{re} classe] (P-2) et un poste de spécialiste de la gestion de l'information [adjoint(e) de 1^{re} classe] (P-2) réaffectés en 2023 sur la base de la résolution [77/262](#) de l'Assemblée générale, conformément à la pratique établie pour les postes réaffectés voulant qu'un taux de vacance de 50 % soit appliqué.

Nouveaux mandats et mandats élargis

28.66 Comme le montre le tableau 28.9 1), les changements entraînent une augmentation nette de 6 938 600 dollars, qui s'explique comme suit :

- a) **Sous-programme 1 (Services relatifs aux campagnes et aux opérations dans les pays)** (augmentation de 104 800 dollars). Cette augmentation s'explique par les ressources supplémentaires nécessaires pour prêter, conformément à la résolution [68/268](#) de l'Assemblée générale, un appui aux organes créés en vertu d'instruments relatifs aux droits de l'homme, pour lesquels cinq semaines de réunions supplémentaires sont prévues chaque année. Il faudra pour cela mobiliser davantage de capacités techniques et linguistiques. Ces ressources supplémentaires comprennent des crédits au titre : i) des autres dépenses de personnel pour financer deux postes d'attaché(e) de presse (P-2) et deux postes d'éditeur(trice) (P-3) (un pour l'anglais et l'autre pour le français) (42 000 dollars) ; ii) des services contractuels, pour financer le recrutement de quatre assistant(e)s (diffusion sur le Web) en anglais, français, espagnol et arabe ayant statut de vacataires, ainsi que les services de diffusion sur le Web (62 800 dollars) ;
- b) **Sous-programme 2 (Services d'information)** (augmentation de 6 609 100 dollars). Cette augmentation s'explique comme suit :
 - i) Une augmentation de 6 540 300 dollars au titre de l'appui à l'exécution du mandat prévu par la résolution [77/262](#) de l'Assemblée générale, dans laquelle l'Assemblée a rappelé le paragraphe 57 du rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires ([A/77/7](#)), réaffirmé que l'égalité des six langues officielles de l'Organisation des Nations Unies était d'une importance primordiale et prié le Secrétaire général de prendre de nouvelles mesures pour promouvoir le multilinguisme et le traitement égal et

adéquat des six langues officielles et de lui rendre compte de la question dans le prochain projet de budget-programme. Au paragraphe 57 de son rapport, le Comité consultatif a noté que, malgré les demandes répétées de l'Assemblée générale, le Département de la communication globale n'avait pas proposé de mesures pour faire en sorte que les communiqués de presse soient disponibles également dans les langues officielles autres que l'anglais et le français. Cette augmentation servira à financer la production de communiqués de presse et la couverture des réunions dans les six langues officielles, ainsi que la proposition de création d'équipes linguistiques pour l'arabe, le chinois, l'espagnol et le russe (faisant écho aux équipes anglaise et française existantes) en vue de la préparation et de la diffusion de produits d'information. Cette augmentation comprend des ressources au titre des objets de dépense suivants :

- a. Postes : une hausse de 4 801 100 dollars imputable à la proposition de création de 54 postes, à savoir 1 poste de Chef de section (Communiqués de presse) (P-5), 8 postes d'éditeur(trice) (P-4) (2 par équipe linguistique), 28 postes d'attaché(e) de presse (P-3), 8 postes d'assistant(e) d'édition [agent(e) des services généraux (Autres classes)], 8 postes d'assistant(e) d'information [agent(e) des services généraux (Autres classes)] et 1 poste d'assistant(e) administratif(ve) [agent(e) des services généraux (Autres classes)] (voir annexe III du présent rapport) ;
- b. Autres dépenses de personnel : une hausse de 1 739 200 dollars pour financer 14 emplois de temporaire (autres que pour les réunions) d'attaché(e) de presse (P-3) et 6 emplois de temporaire (autres que pour les réunions) de correcteur(trice) d'épreuves [agent(e) des services généraux (Autres classes)] pendant deux mois et demi pour chaque langue, ce qui permettra de renforcer la couverture des réunions en période de pointe, principalement pendant la partie principale de la session de l'Assemblée générale, lorsque les six grandes commissions de l'Assemblée sont en session ;
- ii) Une augmentation de 68 800 dollars au titre des autres dépenses de personnel (3 400 dollars) et des services contractuels (65 400 dollars) pour la couverture des réunions et les services de diffusion sur le Web, à l'appui de la mise en œuvre des résolutions de l'Assemblée générale sur : a) les nouvelles mesures concrètes de prévention d'une course aux armements dans l'espace (résolution [77/250](#)) ; b) les crimes contre l'humanité (résolution [77/249](#)) ; c) le suivi de la deuxième Conférence des Nations Unies sur les pays en développement sans littoral (résolution [77/246](#)) ; d) le commerce illicite des armes légères et de petit calibre sous tous ses aspects (résolution [76/232](#)) ; e) les progrès de l'informatique et des télécommunications et la sécurité internationale (résolution [75/240](#)) ; f) les modalités du Sommet de l'avenir (résolution [76/307](#)) ;
- c) **Appui au programme** (augmentation de 224 700 dollars). L'augmentation des ressources tient aux prévisions de dépenses autres que les postes liées à la proposition de création de 54 postes (voir par. 28.66 b) i) a. ci-dessus), y compris au titre : i) des services contractuels, pour les services informatiques (86 400 dollars) ; ii) des fournitures et accessoires (10 800 dollars) ; iii) du mobilier et du matériel, pour l'acquisition de matériel de bureautique (64 800 dollars). En outre, des ressources supplémentaires seront nécessaires au titre des services contractuels pour financer les emplois de temporaire (autres que pour les réunions) (voir par. 28.66 b) i) b. ci-dessus) pour les services informatiques (62 700 dollars).

Autres changements

- 28.67 Comme le montre le tableau 28.9 1), les changements entraînent une augmentation nette de 25 900 dollars, qui se répartissent comme suit :

- a) **Sous-programme 1 (Services relatifs aux campagnes et aux opérations dans les pays).** La diminution au titre des postes (8 700 dollars) s'explique par la proposition de transfert géographique d'un poste de spécialiste de l'information (P-3) de New York à Genève (voir annexe III) ;
- b) **Sous-programme 2 (Services d'information).** L'augmentation au titre des services contractuels (34 600 dollars) tient à la prestation de services de diffusion sur le Web qui devraient être inscrits dans les futurs états des incidences sur le budget-programme, sur la base des tendances observées au cours des exercices précédents.

Quotes-parts hors budget ordinaire et ressources extrabudgétaires

- 28.68 Comme le montrent les tableaux 28.9 2) et 28.10 2), les quotes-parts hors budget ordinaire s'élèvent à 898 000 dollars. Ces ressources complèteraient celles provenant du budget ordinaire et serviraient à financer l'appui aux activités d'information menées dans le cadre des missions de maintien de la paix.
- 28.69 Comme le montrent les tableaux 28.9 3) et 28.10 3), le Département devrait continuer de recevoir des ressources extrabudgétaires en espèces et en nature. En 2024, les ressources extrabudgétaires s'élèvent à 10 047 900 dollars. Ces ressources s'ajouteront aux ressources du budget ordinaire et serviront essentiellement à financer les activités de renforcement des capacités du Département, à appuyer des campagnes de communication spécifiques au Siège et sur le terrain, à appuyer des activités multimédias et des activités opérationnelles en hindi, à fournir des activités d'appui à la diffusion sur le Web et aux sites Web, et à mener des activités d'appui liées à la plateforme United Nations Development Business, à l'initiative Impact universitaire et aux programmes du Consortium du système des Nations Unies pour l'acquisition d'informations électroniques. D'une valeur estimée à 1 500 000 dollars, les contributions en nature qu'il est prévu de recevoir prendront initialement la forme de locaux mis gracieusement à la disposition des centres d'information des Nations Unies.
- 28.70 Les ressources extrabudgétaires dont il est question ici sont placées sous le contrôle du Département, à qui le Secrétaire général a délégué des pouvoirs.

Direction exécutive et administration

- 28.71 La composante Direction exécutive et administration comprend le Bureau du (de la) Secrétaire général(e) adjoint(e).
- 28.72 Les attributions de la composante Direction exécutive et administration sont les suivantes :
- a) assurer la direction générale et la gestion stratégique des activités de communication de l'Organisation, qui découlent des mandats confiés au Département et du programme de travail approuvé, tant au Siège que sur le terrain ;
 - b) élaborer la stratégie, les politiques et les directives du Département et s'occuper de certains aspects et problèmes touchant aux politiques générales et à la gestion ;
 - c) assurer la gestion du personnel et la gestion administrative et financière du Département ;
 - d) diriger les activités de liaison du Département avec des organes intergouvernementaux, comme le Comité de l'information et le Groupe de la communication des Nations Unies ;
 - e) superviser les communications de crise et la gestion de la réputation, en réunissant les entités des Nations Unies et les partenaires concernés dans des cellules de crise afin d'harmoniser les stratégies et les messages, et proposer une politique, des conseils et une formation en matière de communications de crise ;
 - f) définir les priorités de l'Organisation en matière de communication, repérer les occasions de communiquer à leur sujet sur fond d'environnement médiatique chargé et veiller à la

coordination à l'échelle du système des Nations Unies en renforçant le Groupe de la communication des Nations Unies, y compris au niveau des pays par l'intermédiaire des centres d'information des Nations Unies et du système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents ;

- g) promouvoir l'intégrité de l'information, y compris en suivant et en analysant les contenus numériques hostiles à l'ONU, à son personnel et à ses activités, et en y faisant face.

28.73 Comme prévu dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030, en particulier dans la cible 12.6, dans laquelle les organismes sont encouragés à donner des informations sur la durabilité dans leurs rapports périodiques, et conformément au mandat général approuvé par l'Assemblée générale au paragraphe 19 de sa résolution 72/219, le Département incorpore des méthodes de gestion de l'environnement dans ses activités. Lorsque cela est possible et utile, le Département continuera de rendre accessible en ligne, plutôt qu'en version imprimée, l'intégralité de sa documentation officielle, de ses publications, de ses brochures, de ses communications et de ses documents de sensibilisation, afin de réduire son empreinte carbone et d'économiser de l'énergie. Il continuera également d'adopter toute une série de pratiques durables, parmi lesquelles la réduction des photocopies et de l'impression des documents internes, et encouragera le recours aux visioconférences de manière à réduire autant que possible le nombre de déplacements. En outre, il continuera de soutenir la communication interne et externe sur les mesures prises en faveur de la durabilité environnementale par le système des Nations Unies au Siège de l'Organisation, ainsi que dans les lieux d'affectation et les missions, et continuera d'encourager les membres du personnel à rejoindre la campagne Agissons et d'autres initiatives du Secrétariat axées sur les initiatives individuelles liées aux changements climatiques et au développement durable.

28.74 On trouvera dans le tableau 28.12 des informations sur le respect des délais de soumission de la documentation et d'achat des billets d'avion. En ce qui concerne le respect des directives relatives aux délais d'achat des billets d'avion, le Département a demandé aux voyageurs et voyageuses de demander l'autorisation du (de la) Secrétaire général(e) adjoint(e) à la communication globale lorsqu'ils souhaitent déroger aux directives, d'expliquer la raison pour laquelle la demande est présentée tardivement et de donner le motif du voyage. En outre, le Département examine de près les demandes de dérogation et communique régulièrement avec le personnel et les cadres pour les sensibiliser à l'existence des directives et au fait qu'il importe de limiter autant que possible le nombre de dérogations.

Tableau 28.12
Respect des délais
 (En pourcentage)

	2020 <i>(taux effectif)</i>	2021 <i>(taux effectif)</i>	2022 <i>(taux effectif)</i>	2023 <i>(taux prévu)</i>	2024 <i>(taux prévu)</i>
Soumission de la documentation dans les délais	100	100	100	100	100
Achat des billets d'avion au moins deux semaines avant le départ	48	56	55	100	100

28.75 Les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2024 s'élèvent à 2 563 300 dollars et ne font apparaître aucun changement par rapport aux crédits ouverts pour 2023. On trouvera des renseignements supplémentaires sur la répartition des ressources demandées dans le tableau 28.13 et dans la figure 28.XIII.

Tableau 28.13

Direction exécutive et administration : évolution des ressources financières et des postes

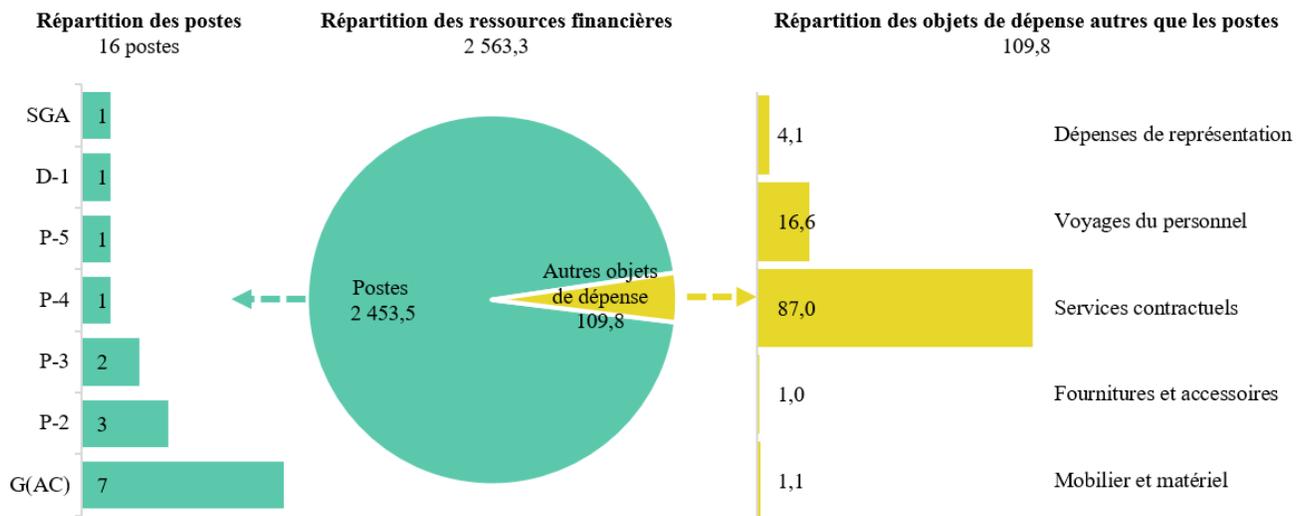
(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	2022 (dépenses effectives)	2023 (crédits ouverts)	Changements				Total	Pourcentage	2024 (prévisions avant actualisation des coûts)
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements				
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses									
Postes	2 122,3	2 453,5	–	–	–	–	–	–	2 453,5
Autres objets de dépense	96,9	109,8	–	–	–	–	–	–	109,8
Total	2 219,2	2 563,3	–	–	–	–	–	–	2 563,3
Postes, par catégorie									
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		9	–	–	–	–	–	–	9
Agents des services généraux et des catégories apparentées		7	–	–	–	–	–	–	7
Total		16	–	–	–	–	–	–	16

Figure 28.XIII

Direction exécutive et administration : répartition des ressources proposées pour 2024 (avant actualisation des coûts)

(En nombre de postes/milliers de dollars des États-Unis)



Programme de travail

Sous-programme 1

Services relatifs aux campagnes et aux opérations dans les pays

28.76 Les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2024 s'élèvent à 40 173 800 dollars et font apparaître une augmentation de 143 000 dollars par rapport aux crédits ouverts pour 2023. On trouvera aux paragraphes 28.65 a), 28.66 a) et 28.67 a) ci-dessus des explications sur l'augmentation qui est proposée. On trouvera des renseignements supplémentaires sur la répartition des ressources demandées dans le tableau 28.14 et dans la figure 28.XIV.

Tableau 28.14

Sous-programme 1 : évolution des ressources financières et des postes

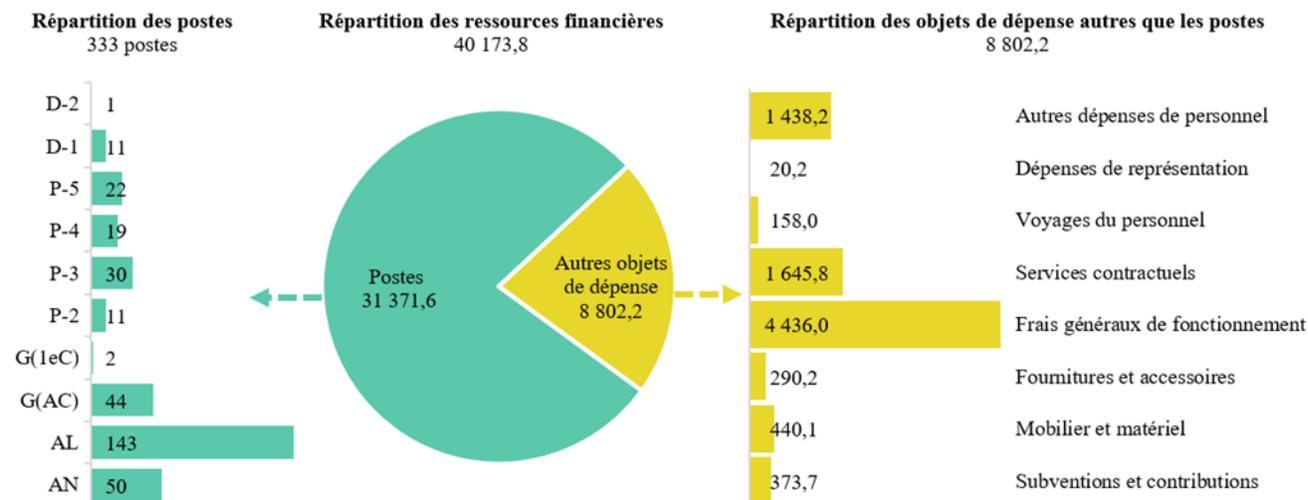
(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	2022 (dépenses effectives)	2023 (crédits ouverts)	Changements				Total	Pourcentage	2024 (prévisions avant actualisation des coûts)
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements				
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses									
Postes	32 808,0	31 326,9	53,4	–	(8,7)	44,7	0,1	31 371,6	
Autres objets de dépense	7 607,0	8 703,9	(6,5)	104,8	–	98,3	1,1	8 802,2	
Total	40 415,1	40 030,8	46,9	104,8	(8,7)	143,0	0,4	40 173,8	
Postes, par catégorie									
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		94	–	–	–	–	–	94	
Agents des services généraux et des catégories apparentées		239	–	–	–	–	–	239	
Total		333	–	–	–	–	–	333	

Figure 28.XIV

Sous-programme 1 : répartition des ressources proposées pour 2024 (avant actualisation des coûts)

(En nombre de postes/milliers de dollars des États-Unis)



Quotes-parts hors budget ordinaire et ressources extrabudgétaires

- 28.77 Le montant des quotes-parts hors budget ordinaire pour le sous-programme devrait s'élever à 560 600 dollars. Ces ressources s'ajouteront aux ressources du budget ordinaire et serviront essentiellement à : épauler les missions de maintien de la paix en leur fournissant des orientations, un appui fonctionnel et des conseils sur leurs stratégies de communication, leurs plans de travail et leurs campagnes de communication ; organiser des formations ; mettre à jour les plateformes numériques et les plateformes Web ; aider les missions lors des phases de démarrage et de réduction des effectifs. L'augmentation de 30 900 dollars s'explique par la révision des coûts salariaux, comme indiqué dans le rapport du Secrétaire général sur le budget du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2023 au 30 juin 2024 (A/77/771).
- 28.78 Le montant des ressources extrabudgétaires pour le sous-programme devrait s'élever à 1 015 400 dollars. Ces ressources s'ajouteront aux ressources du budget ordinaire et serviront essentiellement à financer des campagnes de communication au Siège.

**Sous-programme 2
Services d'information**

- 28.79 Les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2024 s'élèvent à 41 302 700 dollars et font apparaître une augmentation de 6 665 300 dollars par rapport aux crédits ouverts pour 2023. On trouvera aux paragraphes 28.65 b), 28.66 b) et 28.67 b) ci-dessus des explications sur l'augmentation qui est proposée. On trouvera des renseignements supplémentaires sur la répartition des ressources demandées dans le tableau 28.15 et dans la figure 28.XV.

Tableau 28.15

Sous-programme 2 : évolution des ressources financières et des postes

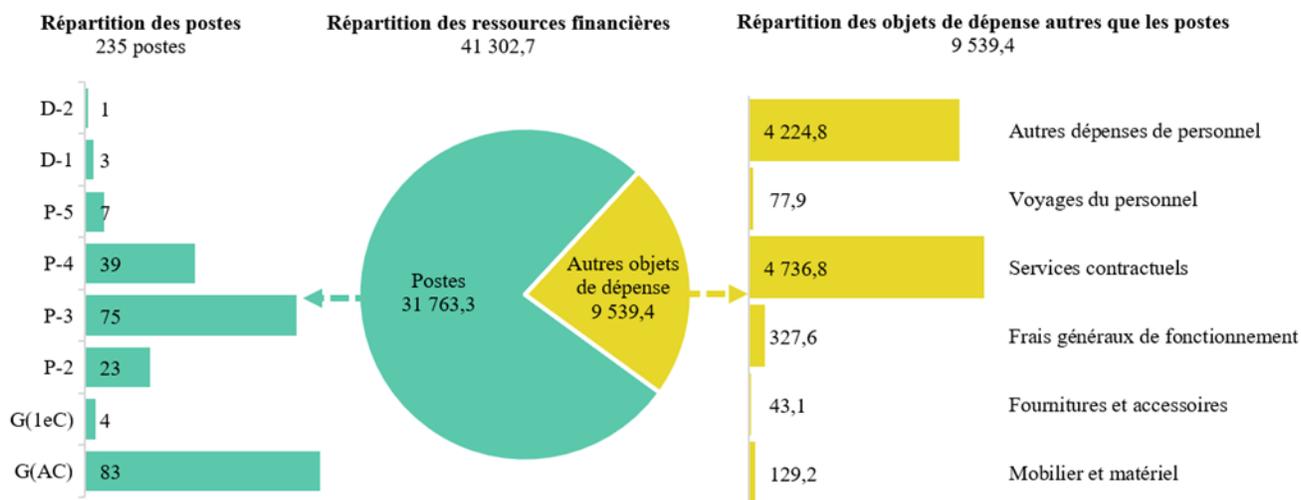
(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	2022 (dépenses effectives)	2023 (crédits ouverts)	Changements					2024 (prévisions avant actualisation des coûts)
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total	Pourcentage	
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes	25 144,0	26 896,6	65,6	4 801,1	–	4 866,7	18,1	31 763,3
Autres objets de dépense	7 112,0	7 740,8	(44,0)	1 808,0	34,6	1 798,6	23,2	9 539,4
Total	32 256,0	34 637,4	21,6	6 609,1	34,6	6 665,3	19,2	41 302,7
Postes, par catégorie								
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		111	–	37	–	37	33,3	148
Agents des services généraux et des catégories apparentées		70	–	17	–	17	24,3	87
Total		181	–	54	–	54	29,8	235

Figure 28.XV

Sous-programme 2 : répartition des ressources proposées pour 2024 (avant actualisation des coûts)

(En nombre de postes/milliers de dollars des États-Unis)



Quotes-parts hors budget ordinaire et ressources extrabudgétaires

- 28.80 Le montant des quotes-parts hors budget ordinaire pour le sous-programme devrait s'élever à 337 400 dollars. Ces ressources s'ajouteront aux ressources du budget ordinaire et serviront essentiellement à des activités d'appui à la diffusion de récits et à l'hébergement de vidéos en ligne portant sur des questions intéressant le maintien de la paix. L'augmentation de 10 000 dollars s'explique par la révision des coûts salariaux, comme indiqué dans le rapport du Secrétaire général sur le budget du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2023 au 30 juin 2024 (A/77/771).
- 28.81 Le montant des ressources extrabudgétaires pour le sous-programme devrait s'élever à 3 062 100 dollars. Ces ressources s'ajouteront aux ressources du budget ordinaire et serviront essentiellement à appuyer des activités multimédias en hindi et des activités liées aux services de diffusion sur le Web et aux sites Web. L'augmentation prévue de 152 300 dollars par rapport aux ressources estimées pour 2023 s'explique principalement par le fait que le nombre d'activités multimédias devrait augmenter.

**Sous-programme 3
Services de diffusion et de partage du savoir**

- 28.82 Les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2024 s'élèvent à 20 853 900 dollars et font apparaître une augmentation de 131 200 dollars par rapport aux crédits ouverts pour 2023. On trouvera au paragraphe 28.65 ci-dessus des explications sur l'augmentation qui est proposée. On trouvera des renseignements supplémentaires sur la répartition des ressources demandées dans le tableau 28.16 et dans la figure 28.XVI.

Tableau 28.16

Sous-programme 3 : évolution des ressources financières et des postes

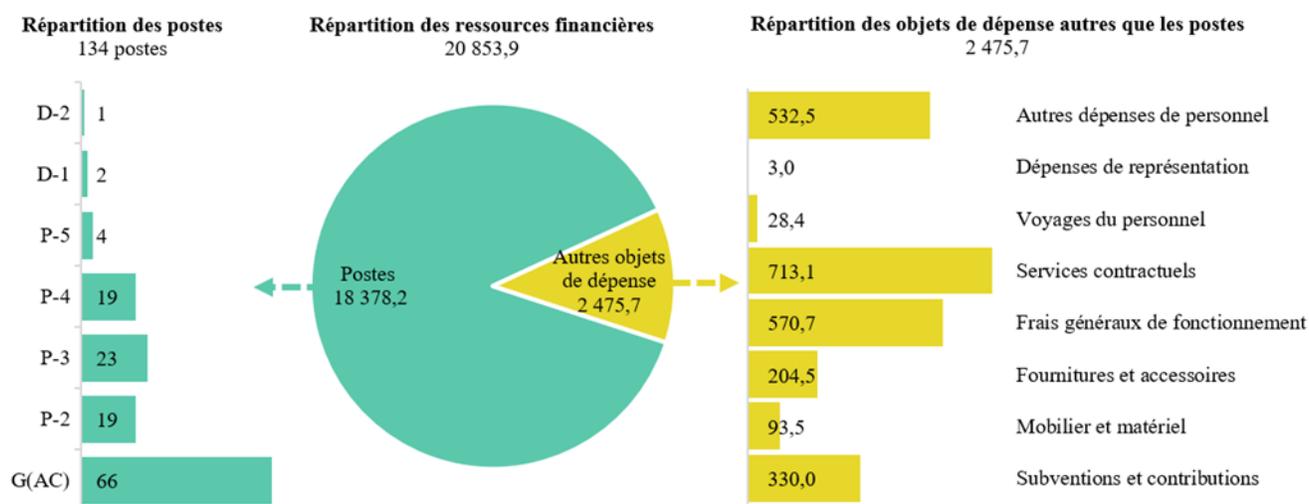
(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	2022 (dépenses effectives)	2023 (crédits ouverts)	Changements					2024 (prévisions avant actualisation des coûts)	
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total	Pourcentage		
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses									
Postes	18 129,7	18 247,0	131,2	–	–	131,2	0,7	18 378,2	
Autres objets de dépense	1 519,4	2 475,7	–	–	–	–	–	2 475,7	
Total	19 649,1	20 722,7	131,2	–	–	131,2	0,6	20 853,9	
Postes, par catégorie									
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		68	–	–	–	–	–	68	
Agents des services généraux et des catégories apparentées		66	–	–	–	–	–	66	
Total		134	–	–	–	–	–	134	

Figure 28.XVI

Sous-programme 3 : répartition des ressources proposées pour 2024 (avant actualisation des coûts)

(En nombre de postes/milliers de dollars des États-Unis)

**Ressources extrabudgétaires**

28.83 Le montant des ressources extrabudgétaires pour le sous-programme devrait s'élever à 5 124 100 dollars. Ces ressources extrabudgétaires s'ajouteront aux ressources du budget ordinaire et serviront essentiellement à soutenir les activités de fond et les activités opérationnelles liées à plusieurs programmes, notamment à la plateforme United Nations Development Business, au Consortium du système des Nations Unies pour l'acquisition d'informations électroniques et à l'initiative Impact universitaire. La diminution de 2 423 100 dollars s'explique principalement par la cessation programmée et le transfert, le cas échéant, des activités et des ressources du Bureau de l'Envoyé(e) du (de la) Secrétaire général(e) pour la jeunesse à la suite de la création du nouveau Bureau des

Nations Unies pour la jeunesse en tant que bureau indépendant, conformément à la résolution 76/306 de l'Assemblée générale.

Appui au programme

28.84 Les ressources qu'il est proposé d'inscrire au budget ordinaire pour 2024 s'élèvent à 4 077 500 dollars et font apparaître une augmentation de 224 700 dollars par rapport aux crédits ouverts pour 2023. On trouvera au paragraphe 28.66 c) ci-dessus des explications sur l'augmentation qui est proposée. On trouvera des renseignements supplémentaires sur la répartition des ressources demandées dans le tableau 28.17 et dans la figure 28.XVII.

Tableau 28.17

Appui au programme : évolution des ressources financières et des postes

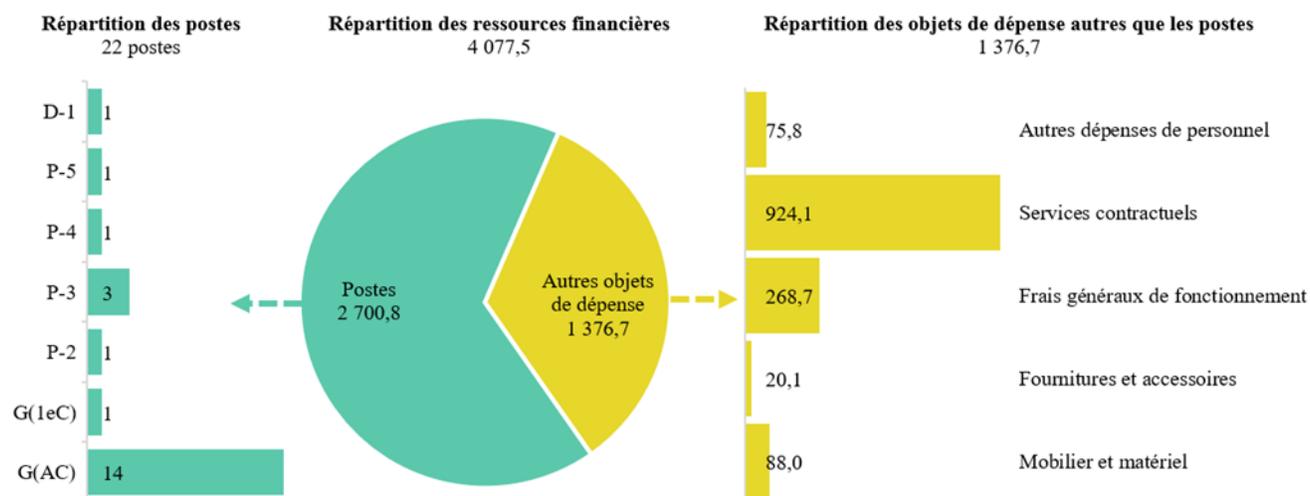
(En milliers de dollars des États-Unis/nombre de postes)

	2022 (dépenses effectives)	2023 (crédits ouverts)	Changements					2024 (prévisions avant actualisation des coûts)
			Ajustements techniques	Nouveaux mandats et mandats élargis	Autres changements	Total	Pourcentage	
Ressources financières, par grande catégorie de dépenses								
Postes	2 663,2	2 700,8	–	–	–	–	–	2 700,8
Autres objets de dépense	973,7	1 152,0	–	224,7	–	224,7	19,5	1 376,7
Total	3 636,8	3 852,8	–	224,7	–	224,7	5,8	4 077,5
Postes, par catégorie								
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur		7	–	–	–	–	–	7
Agents des services généraux et des catégories apparentées		15	–	–	–	–	–	15
Total		22	–	–	–	–	–	22

Figure 28.XVII

Appui au programme : répartition des ressources proposées pour 2024 (avant actualisation des coûts)

(En nombre de postes/milliers de dollars des États-Unis)

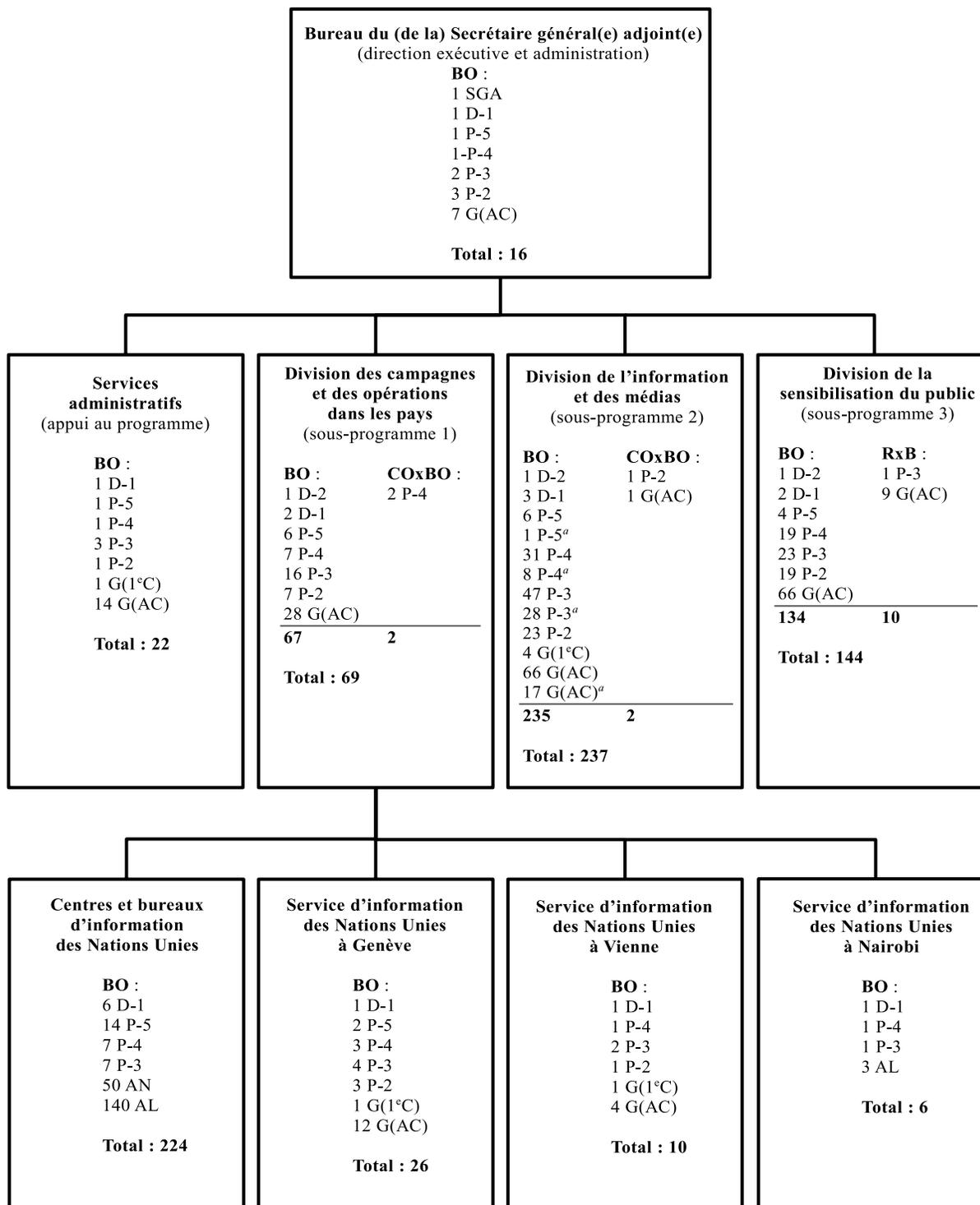


Ressources extrabudgétaires

- 28.85 Le montant des ressources extrabudgétaires pour le sous-programme devrait s'élever à 846 300 dollars. Ces ressources s'ajouteront aux ressources du budget ordinaire et serviront essentiellement à appuyer l'exécution d'activités extrabudgétaires au moyen de la prestation de services administratifs auprès de tous les sous-programmes.

Annexe I

Organigramme et répartition des postes pour 2024



Abréviations : AL = agent(e) local(e) ; AN = administrateur(trice) recruté(e) sur le plan national ; BO = budget ordinaire ; COxBO = postes financés au moyen de quotes-parts hors budget ordinaire ; G(1°C) = agent(e) des services généraux (1^{re} classe) ; G(AC) = agent(e) des services généraux (Autres classes) ; RxB = ressources extrabudgétaires ; SGA = secrétaire général(e) adjoint(e).

^a Création de 1 poste de Chef de section (P-5), de 8 postes d'éditeur(trice) (P-4), de 28 postes d'attaché(e) de presse (P-3), de 8 postes d'assistant(e) d'édition [agent(e) des services généraux (Autres classes)], de 8 postes d'assistant(e) d'information [agent(e) des services généraux (Autres classes)] et de 1 poste d'assistant(e) administratif(ve) [agent(e) des services généraux (Autres classes)].

Annexe II

État récapitulatif de la suite donnée aux recommandations formulées par les organes consultatifs et les organes de contrôle

Résumé de la recommandation

Suite donnée à la recommandation

Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

[A/77/7](#)

Le Comité consultatif souligne le rôle crucial du Département dans la communication globale sur les activités menées par l'Organisation, dont la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030. À cet égard, il est d'avis qu'il faudrait mener une évaluation afin d'organiser et de concrétiser la rationalisation des ressources du Département, notamment en ce qui concerne l'amélioration de son modèle de fonctionnement actuel et de l'alignement de ses structures organisationnelles, afin que le Département s'acquitte de manière efficace et efficiente de sa fonction centrale de communication et de diffusion au niveau mondial d'informations sur le rôle et les activités de l'ONU. Le Département devrait également recenser les domaines susceptibles d'être améliorés, en tirant parti des possibilités de complémentarité avec d'autres entités du système des Nations Unies, telles que la coopération entre les centres d'information des Nations Unies et le système des coordonnatrices et coordonnateurs résidents au titre de l'exécution du Programme 2030, compte tenu des innovations technologiques rapides, en gardant à l'esprit les différences d'accès à la technologie dans le monde. Au vu de ce qui précède, le Comité recommande à l'Assemblée générale de prier le Secrétaire général de procéder, dans les limites des ressources existantes, à un examen indépendant du Département et de lui en communiquer les conclusions dans le prochain projet de budget-programme (par. VII.3).

Le Comité consultatif compte que des informations consolidées sur les enseignements tirés depuis le lancement du Studio, concernant notamment le taux d'utilisation, les clients et le recouvrement des coûts, seront fournies dans le prochain projet de budget-programme (par. VII.16).

Le Comité consultatif compte que le Secrétaire général fournira des informations plus détaillées sur les ressources financées au moyen du recouvrement des coûts, ainsi que leur comptabilisation, dans le prochain projet de budget-programme (par. VII.23).

Un examen triennal des activités du Département a été réalisé par le Bureau des services de contrôle interne en 2022 et les résultats préliminaires de l'examen de la stratégie de communication globale et du multilinguisme du Département devraient être prêts au deuxième trimestre de 2023.

Dans son examen triennal, le Bureau des services de contrôle interne a notamment recommandé au Département de mener dans la durée une réflexion stratégique prospective de haut niveau et d'établir des priorités. Le plan et les priorités pour 2024 reflètent une approche dynamique et réactive de la gestion d'un paysage médiatique et de communications en évolution rapide, afin de garantir la production de contenus pertinents et attrayants et ayant une plus vaste portée. Le Département s'appuiera sur les partenariats et les réseaux existants et saisira les nouvelles possibilités afin de susciter de nouvelles idées, de toucher de nouveaux publics et de renforcer les messages diffusés par ces canaux. Par exemple, en réponse aux informations sur la popularité des influenceurs, y compris leur capacité à toucher un très grand nombre de personnes et à les encourager à devenir des agents du changement, le Département a inscrit le renforcement des activités de sensibilisation des influenceurs dans son résultat escompté 3, au titre du sous-programme 3.

Le rapport sur l'exécution du budget comprendra des informations consolidées sur les montants recouverts en 2022, par type de service.

Le Comité consultatif encourage la coordination et l'harmonisation continues des activités entre les centres d'information des Nations Unies et les bureaux des coordonnateurs et coordonnatrices résidents et espère que des informations actualisées à ce sujet seront fournies dans le prochain projet de budget-programme. Le Comité consultatif recommande que l'Assemblée générale demande au Secrétaire général de faciliter la diffusion de la télévision en ligne des Nations Unies et de son contenu en ligne, notamment par l'intermédiaire des centres d'information, sur les chaînes publiques et privées des États Membres et de faire le point à ce sujet dans le prochain projet de budget-programme (par. VII.25).

Le Comité consultatif compte que des informations complémentaires sur l'arrêt de la publication de l'Annuaire et l'utilisation des ressources correspondantes, ainsi que sur la nouvelle fonction [version provisoire de l'Annuaire (Pre-press)], seront données à l'Assemblée générale lors de l'examen du présent rapport. Le Comité consultatif espère également que des enseignements consolidés tirés de l'utilisation de l'Annuaire seront communiqués dans le prochain projet de budget-programme (par. VII.27).

En octobre 2022, le Département et le Bureau de la coordination des activités de développement ont travaillé en collaboration sur le projet de cadre administratif en vue de l'intégration des centres d'information des Nations Unies et des bureaux des coordonnateurs et coordonnatrices résidents, qui vise à définir un cadre administratif interne, concernant notamment les flux de travail, les rôles, les modèles et les technologies, afin d'appuyer l'intégration des ressources humaines, des achats, des finances et d'autres opérations. Le cadre devrait être mis en place en 2023 et permettra d'améliorer la productivité et l'efficacité de l'administration et des synergies entre les bureaux des coordonnateurs et coordonnatrices résidents et les centres d'information des Nations Unies.

En ce qui concerne les programmes, la coordination en matière de communication stratégique et de mise en œuvre de celle-ci est bien établie entre les centres d'information des Nations Unies et les bureaux des coordonnateurs et coordonnatrices résidents. Depuis le début de la réforme du système des Nations Unies pour le développement en 2019, les 44 centres d'information des Nations Unies intégrés dans les bureaux des coordonnateurs et coordonnatrices résidents ont dirigé ou appuyé les efforts des groupes de communication des Nations Unies visant à définir des priorités essentielles dans le cadre du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable, des objectifs de développement durable et d'autres campagnes de communication spécifiques. Cela a conduit à une collaboration entre les centres d'information des Nations Unies, les bureaux des coordonnateurs et coordonnatrices résidents et les membres des équipes de pays des Nations Unies en vue de la mise en œuvre des programmes. Le renforcement des capacités des responsables de la communication sur le terrain est également effectué conjointement par le Département et le Bureau de la coordination des activités de développement.

Le Département est en train de réaffecter les membres du personnel du Groupe de l'Annuaire des Nations Unies afin de faire en sorte que leurs aptitudes et leurs compétences soient utilisées, le cas échéant, au sein du Département. Une petite partie de l'équipe actuelle continuera de travailler sur le « Bilan de l'année », un site Web consacré à l'Annuaire, actuellement appelé « version provisoire de l'Annuaire (Pre-press) », qui sera probablement placé sous la responsabilité de la Bibliothèque Dag Hammarskjöld, dans le cadre de sa

mission de conservation des rapports et de la documentation des Nations Unies. Un petit nombre d'éditeurs et d'éditrices et de rédacteurs et de rédactrices seront chargés de mettre à jour des publications très demandées telles que l'ABC des Nations Unies, l'Essentiel de l'ONU, le guide de l'ONU pour les Simul'ONU et d'autres nouvelles publications éventuelles. Le reste du personnel sera réaffecté à d'autres équipes du Département afin de soutenir la production de rapports, d'appuyer le secrétariat du Comité de l'information et d'accroître la production de contenus sur les sites Web de l'ONU et d'autres produits numériques.

Annexe III

Récapitulatif, par composante et sous-programme, des changements qu'il est proposé d'apporter aux postes

<i>Composante/sous-programme</i>	<i>Postes</i>	<i>Classe</i>	<i>Description</i>	<i>Justification</i>
Sous-programme 1 (Services relatifs aux campagnes et aux opérations dans les pays)	1	P-3	Transfert (géographique) d'un poste de spécialiste de l'information	Transfert d'un poste de spécialiste de l'information (P-3) de New York à Genève. Grâce à la présence d'un membre de l'équipe des médias sociaux travaillant dans un fuseau horaire différent, le Département pourra assurer une présence sur les médias sociaux 24 heures sur 24, gérer le risque de perte de réputation en supervisant le contenu posté pendant la nuit à New York et réagir en temps réel aux événements mondiaux.
	2	G(AC)	Réaffectation de 2 postes d'assistant(e) de gestion de l'information, qui deviendraient des postes d'assistant(e) d'information	L'introduction de nouvelles technologies telles que Microsoft SharePoint a permis au Département de mener ses activités sans avoir recours aux compétences de programmation informatique associées aux postes d'assistant(e) de gestion de l'information. Les titulaires des nouveaux postes seront notamment chargés de la maintenance des plateformes de gestion des connaissances, de l'organisation de webinaires, de la préparation de supports de promotion et de l'examen de la conformité des contenus diffusés sur les sites Web et les plateformes de médias sociaux des centres d'information des Nations Unies, ces nouvelles fonctions étant étroitement liées aux activités d'information.
Sous-programme 2 (Services d'information)				Afin d'appuyer l'exécution du mandat prévu par la résolution 77/262 de l'Assemblée générale, dans laquelle l'Assemblée a réaffirmé que l'égalité des six langues officielles de l'Organisation des Nations Unies était d'une importance primordiale et prié le Secrétaire général de prendre de nouvelles mesures pour promouvoir le multilinguisme et le traitement égal et adéquat des six langues officielles et de lui rendre compte de la question dans le prochain projet de budget-programme, la création de 54 postes supplémentaires permettrait à la fois de produire des communiqués de presse et de couvrir les réunions dans les six langues officielles, ainsi que de créer des équipes linguistiques pour l'arabe, le chinois, l'espagnol et le russe (faisant écho aux équipes anglaise et française existantes) en vue de la préparation et de la diffusion de produits d'information.
	1	P-5	Création d'un poste de chef de section	L'équipe élargie chargée de la couverture des réunions, qui comporte 79 personnes, ne peut être gérée efficacement par un seul chef de section (poste P-5). Conformément aux pratiques en vigueur dans les Sections de l'actualité I et II, il faudrait créer un poste supplémentaire de chef de section, dont le (la) titulaire travaillerait aux côtés de l'actuel(le) chef de la Section des communiqués de presse, de sorte que chaque chef

Titre VII Communication globale

<i>Composante/sous-programme</i>	<i>Postes</i>	<i>Classe</i>	<i>Description</i>	<i>Justification</i>
				assure la planification, l'organisation et l'administration de trois des équipes linguistiques.
	8	P-4	Création de 8 postes d'éditeur(trice) (2 par équipe linguistique)	Les éditeurs sont responsables de la qualité globale et de la livraison en temps voulu des communiqués de presse, y compris de la révision des communiqués de presse et de l'approbation finale en vue de leur publication ; de la planification du calendrier et des tâches liés à la couverture des réunions ; du recrutement, de la formation et de l'encadrement des attachés de presse ; des échanges avec les bureaux des Nations Unies et les États Membres sur les besoins et les résultats concernant la couverture des réunions.
	28	P-3	Création de 28 postes d'attaché(e) de presse (7 par équipe linguistique)	Les attachés de presse suivent de près les réunions intergouvernementales, orateur par orateur, et rédigent des résumés au fur et à mesure des séances pour relecture et édition. Ils ou elles effectuent des recherches sur des questions de fond pour préparer les réunions à venir. En tant que chefs d'équipe, ils ou elles sont chargés d'éditer les résumés établis par leurs collègues attachés de presse et de finaliser les communiqués de presse en vue de leur publication.
	8	G(AC)	Création de 8 postes d'assistant(e) d'édition (2 par équipe linguistique)	Les assistants d'édition aident les éditeurs à planifier la couverture des réunions et à gérer les activités quotidiennes de l'équipe, et participent à la relecture des communiqués de presse. Ils ou elles supervisent les besoins en moyens informatiques de la Section des communiqués de presse et règlent les problèmes informatiques et les problèmes de publication sur le Web.
	8	G(AC)	Création de 8 postes d'assistant(e) d'information (2 par équipe linguistique)	Les assistants d'information relisent les projets de communiqués de presse conformément aux directives des Nations Unies, les mettent en forme et les publient sur le Web.
	1	G(AC)	Création d'un poste d'assistant(e) administratif(ve)	Le (la) titulaire de ce poste fournira une gamme complète de services de secrétariat et d'appui administratif pour faire face à l'augmentation de la charge de travail administratif nécessaire à la couverture des réunions en raison de la création proposée de 52 nouveaux postes linguistiques pour l'arabe, le chinois, l'espagnol et le russe. Il (elle) fournira un appui aux 2 chefs de section (P-5).

Abréviation : G(AC) = agent(e) des services généraux (Autres classes).